

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 1er au 15 Janvier 2012
n°186



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Dimanche 1^{er} janvier.

Joseph Kabila promet de poursuivre la réhabilitation des infrastructures en 2012. Le président de la République, Joseph Kabila, s'est adressé comme à l'accoutumée à la nation congolaise, le samedi 31 décembre 2011. Les travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures seront poursuivis au cours de la nouvelle année, a-t-il indiqué dans son message diffusé sur les antennes de la Radiotélévision nationale congolaise (RNTC). Joseph Kabila a mis l'accent sur l'évaluation de différentes actions programmées : «2012 devra s'inscrire dans la consolidation et la continuité de tout ce que nous avons entrepris ensemble. A cet effet, il sera élaboré une feuille de route, avec obligation des résultats et échéances des réalisations bien déterminées, qui servira de base d'évaluation de toutes les institutions de notre pays.» Réélu pour un mandat de 5 ans au terme de la présidentielle du 28 novembre dernier, Joseph Kabila Kabange avait été investi dans ses nouvelles fonctions mardi 20 décembre. Dans son discours d'investiture, il avait défini les grands axes de son projet de société intitulé «la révolution de la modernité». Il avait promis de poursuivre la rigueur dans la gestion des finances publiques, d'améliorer le climat des affaires pour attirer les investisseurs. Il s'était engagé à poursuivre les chantiers de l'eau et de l'électricité entamés lors de sa précédente législature. A ce sujet, Joseph Kabila avait insisté sur «l'amélioration de la desserte en eau et en électricité dans les villes comme dans les campagnes en améliorant les capacités du barrage hydroélectrique d'Inga» et le système d'adduction d'eau dans les villages. (Radio Okapi)

Législatives: les sénateurs MLC opposés à une visite «touristique» des experts internationaux à la Ceni. Le groupe des sénateurs du Mouvement de libération du Congo (MLC) demande aux experts internationaux attendus par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de ne pas venir en touristes. «Ils doivent corriger les insuffisances de la Ceni dans les circonscriptions où des contestations ont été enregistrées afin que les résultats des élections reflètent le choix opéré par le peuple congolais», ont-ils déclaré à l'issue de leur réunion du samedi 31 décembre 2011.

Goma: l'UNTC plaide pour l'augmentation des salaires des fonctionnaires. L'Union nationale des travailleurs du Congo (UNTC)/ section Nord-Kivu demande aux autorités du pays de penser à satisfaire les droits économiques et sociaux des travailleurs. Cet appel est contenu dans le rapport que ce syndicat présenté, samedi 31 décembre, à la presse à Goma. Selon ce rapport, le salaire de l'agent de l'Etat, qui varie entre 50 et 100 USD, ne couvre qu'en moyenne que 10% de ses dépenses mensuelles.

Tentative d'évasion: 8 morts et près de 50 blessés dans la prison de Bukavu. Huit personnes ont trouvé la mort dans la prison centrale de Bukavu lors d'une tentative d'évasion, ce dimanche 1er janvier vers 9 heures. Quarante-sept autres ont été grièvement blessés. Le calme a été rétabli sur place. Tous les morts étaient des détenus, dont cinq militaires et trois civils, ont précisé des sources concordantes sur place. Les blessés ont été évacués vers des installations sanitaires par le Comité international de la croix rouge (CICR) et la croix Rouge/Bukavu. Des détenus auraient engagé la

bagarre avec les gardiens avec l'intention de s'évader. La bagarre a dégénéré par la suite. Des coups de feu ont retenti et des éclatements de grenades dans l'enceinte même de la prison pendant un vingtaine des minutes, selon les mêmes sources. Cette tentative d'évasion est intervenue seulement un jour après que trois détenus militaires ont réussi à s'évader de la même maison carcérale, samedi 31 décembre vers 13 heures, habillés en soutanes. Un avis de recherche a été lancé contre eux par la division provinciale de la Justice. Les évasions massives, devenues récurrentes dans les établissements pénitenciers de la RDC, se terminent généralement par mort d'homme. Selon des sources pénitentiaires, elles sont principalement causées par les conditions de détention précaires et le délabrement des infrastructures. (Radio Okapi)

Agression de Kengo: Thambwe Mwamba convoque l'ambassadeur de France en RDC. Le ministre des Affaires étrangères de la RDC, Alexis Thambwe Mwamba, a convoqué l'ambassadeur de France en poste à Kinshasa, ce dimanche 1er janvier, après l'agression, la veille à Paris, de Léon Kengo wa Dondo, président du Sénat. Le président du Sénat congolais a été agressé en gare du Nord alors qu'il s'apprêtait à monter à bord de la voiture qui était venue le chercher. Léon Kengo venait de Bruxelles, par train, pour un séjour privé à Paris. Dans la note qu'il a remise au diplomate français, Alexis Thambwe Mwamba a indiqué que «cet acte est extrêmement grave et nécessite un examen profond et une décision adéquate de la part du gouvernement français». Le ministre congolais a expliqué que Kengo wa Dondo a été blessé et est actuellement interné dans un hôpital sans plus de détails. «Nous considérons que la France a l'obligation d'assurer la sécurité des officiels congolais de passage à Paris, des nos représentants et de notre mission diplomatique», a-t-il affirmé exigeant une enquête. L'ambassadeur de France en RDC, Luc Hallade, a qualifié cette agression d'acte «lâche et ignoble». Il a affirmé qu'il était préférable, «dans le contexte actuel, que les personnalités congolaises qui sont appelées à se déplacer, fût-ce à titre privé, nous informent en amont pour qu'on puisse prendre des dispositions ad hoc pour pouvoir assurer leur sécurité sur place». Sur le plan protocolaire, Léon Kengo wa Dondo est la deuxième personnalité de la République démocratique du Congo au regard de la Constitution. C'est le président du Sénat qui doit assumer l'intérim du Chef de l'Etat en cas d'empêchement de ce dernier, selon la loi fondamentale de la RDC. Candidat à l'élection présidentielle du 28 novembre, Léon Kengo est arrivé en quatrième position avec 4,95 % des suffrages. (Radio Okapi)

Lundi 2 janvier.

Uvira: des ONG dénoncent les conditions de détention dans la prison centrale. L'observatoire des droits des détenus et prisonniers du Sud-Kivu (OPD) juge critiques les conditions de détention dans la prison centrale d'Uvira. Dans son rapport mensuel publié mercredi 28 décembre, ce regroupement d'ONG de défense des droits de l'homme dénonce les cas de prisonniers souffrant de la gale, d'infections sexuellement transmissibles, de dysenterie, de hernie et d'hémorroïdes mais qui ne sont pas pris en charge. Le directeur de la prison rejette les conclusions de ce rapport.

Kinshasa: 4 morts et 3 blessés dans un accident de circulation sur le boulevard du 30 juin. Quatre personnes sont mortes et trois autres blessées dans un accident de circulation survenu lundi 2 janvier dans la matinée sur le boulevard du 30 juin, à Kinshasa. L'inspecteur provincial de la police, le général Jean de Dieu Oleko, souhaite plus de rigueur dans la délivrance des permis de conduire pour éviter de tel drame.

Prison de Bukavu: une lutte de leadership à l'origine de la tentative d'évasion de dimanche. Dans un communiqué daté du dimanche 1er janvier 2012, le commissaire provincial de la police nationale au Sud-Kivu, le général Gaston Luzembo N'semi Laka indique que la tentative d'évasion organisée le même jour à la prison centrale de Bukavu est partie d'un conflit entre pensionnaires lors de l'élection de leur représentant. Cette tentative a fait huit morts et quarante-sept blessés.

Kasaï-Oriental: des policiers accusés de tracasserie sur la route Mbuji-Mayi-Miabi. Des policiers sont accusés de tracasseries sur la route Mbuji-Mayi-Miabi dans le territoire de Lupatapata. Les usagers de ce tronçon reprochent à ces agents de l'ordre d'avoir érigé une barrière au niveau de la rivière Mudiba au cours du week-end. Assistés des jeunes d'un village environnant, ces policiers obligeraient à chaque passant de leur donner 5 000 francs congolais (5,5 USD).

Insécurité: les habitants de Waloa Yungu désertent leurs villages. Plusieurs villages du groupement Waloa Yungu dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) se sont vidés de leurs habitants à la suite des affrontements qui ont opposé les éléments de la Force de la défense congolaise (FDC), une nouvelle milice, et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

RDC: Kengo wa Dondo pardonne à ses agresseurs. Victime d'un acte d'agression à Paris, samedi 31 décembre, le président du sénat congolais, Léon Kengo wa Dondo pardonne à ses agresseurs. Le secrétaire exécutif de son parti Union des forces du changement (UFC), Michel Bongongo, l'a déclaré ce lundi 2 janvier au cours d'une conférence de presse. «Pourquoi le fait-il ? C'est un chrétien. Sa foi est basée sur le pardon,» a affirmé Michel Bongongo expliquant que la mission que Léon Kengo s'est assigné est «de mettre les gens ensemble et les faire dialoguer». Mais le secrétaire exécutif de l'UFC a dit ignorer si le président du Sénat a porté plainte. L'ambassadeur de France en RDC avait déclaré dimanche 1er janvier qu'il espérait que le président du Sénat congolais serait rapidement en état de déposer une plainte pour que «les agresseurs soient rapidement appréhendés et présentés devant des juges». (Radio Okapi)

Mardi 3 janvier.

Législatives-RDC: le PPRD en tête selon les résultats partiels publiés par la Ceni. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a déjà publié les résultats des élections législatives pour quatre-vingt-neuf de cent soixante-neuf circonscriptions électorales. Deux cent dix-neuf de cinq cents députés, qui composeront la prochaine Assemblée nationale, sont déjà connus. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), de la Majorité présidentielle (MP), arrive en tête avec trente-deux élus, suivi de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi, vingt. Un autre parti de la majorité créé à la veille des élections présidentielle et législatives du 28 novembre, le PPPD, rafle seize sièges. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba compte déjà treize députés. Le Mouvement social pour le renouveau (MSR), le Parti lumumbiste unifié (Palu) et l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC), trois partis qui ont soutenu la candidature Joseph Kabila à l'élection présidentielle, comptent respectivement douze, neuf et huit députés. L'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe et l'Union des forces du changement (UFC) de Léon Kengo wa Dondo, deux partis de l'opposition, comptent jusque là respectivement six et trois élus. L'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) de Modeste Bahati, l'Alliance des travaillistes démocrates (ATD) de José Makila, l'Alliance des démocrates humanistes (ADH) de Jean-Claude Baende et l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) de Charles Mwando Nsimba en comptent chacun quatre députés. (Radio Okapi)

Gungu: deux agents de la Ceni démissionnent sous la pression des leaders politiques. Le président et le rapporteur adjoint du Centre local de compilation des résultats (CLCR) de la circonscription de Gungu dans le Bandundu ont démissionné. Les pressions et les menaces des responsables politiques seraient à l'origine de leur démission et de leur départ de Gungu, le dimanche 1er janvier.

Province Orientale: l'abattoir de Bunia en difficultés de fonctionnement. L'abattoir industriel de Bunia connaît actuellement des sérieuses difficultés, a affirmé le chef de division de cet établissement, Uketi Mungeni, lundi 2 janvier. Il a déploré notamment le dysfonctionnement du système de froid et le manque d'eau. Selon lui, lors de festivités de Noël et de nouvel an, plus de deux cent cinquante vaches avaient été abattues mais la viande fraîche n'avait pas pu être commercialisée en dehors de l'Ituri suite à ces difficultés.

2011: la société civile de Beni dresse un bilan sécuritaire sombre. L'année 2011 a été «particulièrement difficile» sur le plan sécuritaire pour les habitants de Beni. C'est ce qu'indique la société civile de ce territoire dans un communiqué de presse rendu public lundi 2 janvier. La société civile de ce territoire du Nord-Kivu a recensé une dizaine de cas d'assassinats durant toute l'année. Le document fait état d'une trentaine de véhicules qui ont été la cible des coupeurs de route sur les axes Beni-Kasindi, Beni-Butembo ainsi que sur d'autres voies de desserte agricole au cours de la même année. La plupart des passagers de ces véhicules auraient perdu leurs biens. D'autres y auraient perdu leurs vies. Selon des sources de la société civile, le dernier cas d'insécurité remonte au samedi 31

décembre. Une camionnette en provenance d'Oicha, chef-lieu du territoire, pour Beni-ville est tombée dans une embuscade tendue par quatre hommes armés à Mbau. Ces bandits, habillés en tenue militaire, ont tiré sur le véhicule. Un passager atteint par balle à la tête est mort sur-le-champ. Trois autres, grièvement blessés, ont été transportés à l'hôpital général d'Oicha. La société civile de Beni recommande au gouvernement «de payer décemment les militaires, policiers et les autres agents de sécurité pour qu'ils remplissent loyalement leur mission de maintien de la paix en 2012». (Radio Okapi)

Mbanza-Ngungu: la société civile réclame la préservation des forêts des Cataractes. La société civile de Mbanza-Ngungu (Bas-Congo) demande au ministère national de l'Environnement de préserver les forêts du district des Cataractes. Ces forêts sont menacées par le déboisement auquel se livrent les communautés locales, a indiqué lundi 2 janvier le responsable de cette structure, Mayala Ngoma. «Les villageois, paysans et certaines entreprises, coupent les arbres d'une façon déplorable», se plaint Mayala Ngoma ajoutant que les arbres fruitiers comme les avocatiers, manguiers et sagoutiers ne sont pas épargnés. Selon Ibrahim Manzukula, porte-parole des paysans de Mbanza Ngungu, entre quarante et cinquante véhicules remplis de braise quittent tout les jours le secteur de Boko «au vu et au su des services locaux de l'environnement». Il propose de sensibiliser les communautés locales sur le danger de la déforestation et de reboiser les forêts. Il demande aux autorités politiques, il faut qu'elles fournissent des moyens suffisants pour une modernisation réelle de l'agriculture afin que les villageois arrêtent de couper les arbres. Dans cette même optique il faut former les villageois ou les paysans en particulier en ce qui concerne les changements climatiques. A la fin du mois de décembre, les paysans du groupement Tadila et des zones se trouvant dans le secteur de Boko à Mbanza Ngungu ont réclamé une assistance du gouvernement pour faire face à la sécheresse qui sévit dans cette contrée. (Radio Okapi)

Le seigneur de guerre Gédéon sème la peur dans le haut Katanga. Plusieurs villages du Haut Katanga se sont vidés de leurs habitants suite à des affrontements, à Mubidi, entre des miliciens répondant aux ordres du chef rebelle Kyungu Mutanga, alias Gédéon, et des soldats de l'armée régulière: au total, ce sont plus de 10.000 civils qui sont déplacés. L'état des lieux est référé à Misna par Mgr Fulgence Muteba Mugalu, évêque de Kilwa-Kasenga, dans le nord de la province du Katanga. «La région est en train de sombrer dans la violence, la psychose, la panique et la peur. Outre Mubidi, les habitants des villages Kwiwongo, Kwisinga, Kapanda, Kamakumbi, Tombwe ont pris la fuite. Il y en a beaucoup qui se cachent en brousse. Nombreux sont ceux qui sont venus s'installer à Kabola, à 5 km de Kasongo-Mwana, sur l'axe Kilwa-Mitwaba» réfère Mgr Muteba. Les déplacés, dont plus de 6000 enfants, se trouvent sur 17 sites de fortune : «Ils sont sans assistance humanitaire et exposés aux intempéries parce qu'on est en pleine saison des pluies. Ces déplacés manquent de tout. Ils n'ont ni nourriture, ni médicaments, ni couvertures. On signale qu'une diarrhée accompagnée de vomissements a déjà fait deux morts chez les déplacés et un mort dans le village Kasongo-Mwana». Dans la cité de Mitwaba, on signale 2000 déplacés et le repli de plusieurs creuseurs artisanaux de la cassitérite exploitant le gisement de Kansowe à 25 km «La forte présence militaire ne rassure guère. Elle n'augure pas une fin immédiate du drame» souligne le prélat. Gédéon est un seigneur de guerre condamné à la peine capitale pour crimes contre l'humanité commis entre 2001 et 2006 dans le nord du diocèse de Kilwa-Kasenga. Il s'était rendu le 12 mai 2006 aux forces de l'ONU à Mitwaba après une cavale meurtrière en forêt de plusieurs années. Il avait été jugé par la Cour d'ordre militaire de Lubumbashi au terme d'un procès émaillé de plusieurs questions sans réponses, notamment celles concernant ses parrains. «On le croyait définitivement écroué et condamné. On croyait même qu'il s'était converti à la foi chrétienne pour s'être fait 'baptiser' ostensiblement dans une secte. Tout n'a été finalement qu'une comédie, une amère comédie. Gédéon est bel et bien de retour dans sa région natale, aux confins du territoire de Mitwaba et de celui de Pweto, dans le Haut-Katanga» commente avec amertume Mgr Muteba.

L'évasion de Gédéon de la prison de Kasapa à Lubumbashi il y a quelques mois, en plein jour, n'était pas passée inaperçue. Il avait été libéré par une opération commando qui a permis à plusieurs centaines d'autres détenus de disparaître dans la nature. «L'enquête diligentée pour élucider les circonstances de son évasion piétine, comme du reste toutes les enquêtes annoncées pompeusement pour tromper le peuple et faire taire les militants des droits humains. Au lendemain de sa fuite, quelques coups de feu ont été entendus dans les collines du monastère bénédictin de Kiswishi. Les opérations de sa poursuite ont été inefficaces, éphémères et se sont soldées par un échec cuisant.

Depuis, ce seigneur de guerre n'a eu personne à ses trousses" se plaint l'évêque congolais. Le responsable du diocèse demande une enquête sérieuse et élargie "aux personnes qui manipulent Gédéon et lui fournissent des moyens pour tuer son propre peuple. Car, manifestement, Gédéon dispose de connexions politiques occultes qui n'honorent ni la démocratie, ni le prestige du Katanga". Les pluies ne sont pas tombées depuis plus d'un mois. Selon les paysans, la situation est liée au réchauffement climatique. (Misna)

Mambasa: retour au calme après une marche de protestation contre la mort d'un jeune garçon.

Le calme est revenu à Mambasa-centre ce mardi 3 janvier dans l'après-midi après une marche organisée dans la matinée par des jeunes de cette cité du district de l'Ituri (Province Orientale). Protestant contre la mort à l'hôpital d'un élève du secondaire qui aurait été tabassé le 27 décembre par des militaires des Forces armées de la RDC, ces jeunes ont saccagé le bureau administratif du territoire de Mambasa.

Ubundu: des enfants meurent tous les jours de rougeole depuis octobre, selon une ONG locale.

Depuis le mois d'octobre, des enfants meurent tous les jours de rougeole dans la zone de santé d'Ubundu située à 125 km de Kisangani. L'information a été livrée à Radio Okapi ce mardi 3 janvier par des experts de l'ONG locale Good Sheperd qui s'y sont rendus à la fin du mois de décembre. Le médecin chef de cette zone de santé reconnaît la mort des enfants mais minimise le nombre.

Agression de Kengo: le Parlement congolais condamne le laxisme de certains pays européens.

Les bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale ont condamné, ce mardi 3 janvier, l'agression du président du Sénat congolais Leon Kengo wa Dondo à Paris (France). Dans un communiqué publié après leur réunion mixte au Palais du peuple, les membres de deux bureaux ont déploré «le laxisme qui frise la complicité des autorités de la République française, du Royaume-Uni et de la Belgique face à ces actes d'agression qui ne font que se répéter sur leurs sols.»

Mercredi 4 janvier.

Ituri : le commissaire de district s'engage à lutter contre l'insécurité en 2012. Le commissaire de district de l'Ituri, Freddy Bosomba, s'engage à éradiquer l'insécurité en 2012 dans sa juridiction de la Province Orientale. Dans son message de vœux adressé à la population mardi 3 janvier, il a demandé au président de la République de renforcer les capacités opérationnelles des services de sécurité pour y parvenir. Il a déclaré que l'année 2011 n'a pas été «totalement rose dans les cinq territoires de ce district » avec les tableaux sombres des pillages en répétition orchestrés par les hommes armés sur l'axe routier Komanda-Mambasa –Kisangani. «Nous avons connu beaucoup de cas des coupeurs de route, à Bunia nous avons enregistré une recrudescence de vol en mains armées et même des assassinats. C'est ainsi que nous n'allons pas baisser les bras », a ajouté le commissaire de district. Freddy Bosomba a aussi demandé aux miliciens opérant dans cette partie est de la RDC de remettre leurs armes aux Forces armées de la RDC pour participer au développement de ce district. Ituri a été le théâtre des tueries, viols, cannibalisme, mutilations et tortures depuis 1999 où plus de 60 000 morts ont été enregistrés. Des massacres dus aux luttes ethniques entre les Hema et les Lendu et de la présence des milices armées dans cette partie est de la RDC. (Radio Okapi)

Mbuji-Mayi: le Reprodhoc dénonce des cas de violation des droits de l'homme entre septembre et décembre. Dans un rapport rendu public ce mercredi 4 janvier, le Réseau des organisations de défense de droit de l'homme (Reprodhoc) dénonce des cas de violation des droits de l'homme dans la ville de Mbuji-Mayi entre les mois de septembre et décembre 2011. Ces ONG ont enregistré notamment deux cas de meurtre, des arrestations arbitraires et des extorsions des biens.

Katanga: un incendie criminel fait 2 morts à Kawama. Des jeunes délinquants appelés «Kuluna» ont mis le feu à une maison d'habitation dans la nuit de mardi à mercredi 4 janvier au village Kawama situé à une vingtaine de km de Lubumbashi. Bilan: deux personnes mortes calcinées et cinq brûlées.

Sud-Kivu: les FDLR tuent près d'une quarantaine de personnes à Shabunda. Les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont tué trente-neuf personnes entre lundi et mardi 3 janvier à Shabunda (Sud-Kivu). Selon des associations des droits de l'homme qui ont livré

cette information à Radio Okapi ce mercredi 4 janvier, ces tueries ont eu lieu dans les villages de Luyuyu, Ngolombe et Kishenya situés en groupement de Bamuguba Sud.

Les infirmiers de l'hôpital général de Boma demandent l'éviction du médecin directeur. Le médecin directeur de l'hôpital général de Boma (Bas-Congo), Dr Antoine Vangu est suspendu de ses fonctions depuis le mardi 3 janvier. La décision a été prise le même jour par le maire de la ville en réponse à la marche pacifique organisée par près de quarante infirmiers de cet hôpital. Ces derniers accusent Dr Antoine de mauvaise gestion.

Jeudi 5 janvier.

Nord-Kivu : la société civile demande au chef de l'Etat d'améliorer la situation sécuritaire. L'année 2011 a été caractérisée par l'insécurité généralisée, l'activisme des groupes armés étrangers et nationaux, des tueries, enlèvements et déplacement des populations sur toute l'étendue du Nord-Kivu. C'est le bilan dressé jeudi 5 janvier par le coordonnateur de la société civile de cette province, Thomas d'Aquin Mwititi. Selon lui, la situation sécuritaire dans cette province reste toujours préoccupante. Ils recommandent au chef de l'Etat d'améliorer la situation sécuritaire des populations du Nord-Kivu pendant son nouveau quinquennat. «Qu'il [le chef de l'Etat] sécurise les personnes et leurs biens puisque parler du développement, parler reconstruction, sans paix, sans sécurité et sans justice, ça ne va pas marcher. Il faut que la paix, la sécurité et la justice soient à la tête des listes des chantiers du chef de l'Etat », déclare le coordonnateur de la société civile. Thomas d'Aquin demande aussi au gouvernement de constituer une commission d'audit pour évaluer les opérations militaires contre les groupes armés étrangers au Nord-Kivu. (Radio Okapi)

Le cholera fait deux morts à Sange, trois en Ituri. Quarante-huit cas de cholera dont deux décès ont été enregistrés, mercredi 4 janvier, dans la zone de santé de Ruzizi, à Sange, au Sud-Kivu, tandis qu'en Ituri (Province Orientale), le nombre de malades de choléra est passé de 144 à 161 depuis le lundi 2 janvier avec 3 nouveaux décès, dans les localités de Koga et Matete dans le district de l'Ituri.

Sud-Kivu : villages attaqués, des dizaines de morts. Plusieurs dizaines de civils, 39 selon certaines sources, auraient été assassinés dans des villages de la zone de Shabunda, à 300 km à l'ouest du chef-lieu du Sud-Kivu, Bukavu, dans des attaques de miliciens armés. Les violences se seraient produites entre le 1er et le 3 janvier, mais la nouvelle a commencé à circuler plus tard. Les villages attaqués ont été en particulier ceux de Luyuyu, où 30 civils auraient été tués, Ngolombe, où le bilan serait de huit morts, et Kishenya, dont le chef de village aurait été décapité. Selon la version référée par Radio Okapi, les attaques sont attribuées à des rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), rébellion née au Congo suite au génocide rwandais parmi les nombreux réfugiés, dont des auteurs de violences. Les assaillants auraient agi en représailles contre les civils accusés de collaborer avec une milice d'autodéfense baptisée Raia Mutomboki. Des sources de Misna contactées à Bukavu soulignent cependant que l'on tend à utiliser le nom des FDLR pour justifier des attaques ou des violences commises par d'autres groupes armés. Les mêmes sources soulignent que dans la région le mécontentement des militaires de l'armée régulière à cause de soldes impayés est très fort et qu'il n'est pas rare que ce soient des militaires qui commettent des exactions contre les civils. (Misna)

Sud-Kivu : témoignage de Shabunda, société civile indignée. «Nous avons plusieurs fois dénoncé le climat d'insécurité qui s'était réinstallé dans la région suite au retrait des Forces armées régulières ces derniers mois. Cela a été une erreur stratégique grave que de laisser notre territoire sans protection et en proie aux miliciens. Le résultat est que les populations dans les villages se sont organisées en groupes d'autodéfense. Et le comble, c'est que les militaires de retour s'en prennent parfois à ces groupes d'autodéfense plutôt qu'aux rebelles» : ce cadre de la situation dans le territoire de Shabunda, est donné à la MISNA par un responsable de la société civile locale, Descartes Nponge, suite au massacre de plusieurs dizaines de civils par de prétendus rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (Fdlr). L'activiste a obtenu des bilans plus élevés que ceux rapportés ce matin par la presse, à savoir une cinquantaine de civils assassinés dans l'attaque de plusieurs villages. «Une vingtaine de blessés ont déjà été soignés à Nzovu, une localité vers laquelle se dirigent apparemment aussi une cinquantaine d'autres blessés. Les habitants de ces villages sont en fuite» réfère encore à Misna M. Nponge, vice président de la société civile du Sud-Kivu et coordonnateur des organisations

des droits de l'Homme du territoire de Shabunda. Selon des témoignages, les villages ont été attaqués chacun par un groupe d'une vingtaine de miliciens bien armés, se disant des rebelles des Fdlr, venus pour se venger de la mort de leurs compagnons tués il y a quelques semaines par des milices locales d'autodéfense. «Ils ont menacé d'attaquer encore tandis que des militaires réguliers, qui se trouvaient à Shabunda, se sont lancés sur les traces des rebelles» rapporte M. Nponge, avec amertume. «Nous venons d'avoir des élections, il y a un président élu, que ce président et son gouvernement s'occupent incessamment de ce grave problème d'insécurité qui affecte nos populations» a-t-il demandé. (Misna)

Sud-Kivu: une accusation de sorcellerie à l'origine des échauffourées à Kabare. De violentes échauffourées intervenues mercredi 4 janvier dans la soirée, entre la population et les policiers dans la localité de Murama, à 3 km de Birava, en territoire de Kabare ont fait une dizaine de blessés et provoqué un pillage au marché central de la dite cité. A l'origine de cette rixe, la colère de la population contre une femme accusée de sorcellerie que la police a protégée.

RDC: protection des populations civiles, l'UDPS écrit à Ban Ki-moon. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti d'Etienne Tshisekedi, a écrit au secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, pour solliciter la sécurisation des populations civiles congolaises. Son secrétaire général, Jacquemin Shabani, a déclaré à Radio Okapi ce jeudi 5 janvier que les habitants de Kinshasa en particulier étaient «victimes des escadrons de la mort» depuis quelques semaines. Jeudi 29 décembre, des leaders politiques congolais, alliés de l'UDPS, avaient déjà appelé la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) à protéger les populations civiles dénonçant des «violations flagrantes des droits de l'homme à travers le territoire national». «Nous savons qu'il [Ban Ki Moon] a reçu notre correspondance et que lui et ses services s'y penchent», a indiqué le secrétaire général l'UDPS qui réclame aussi la protection d'Etienne Tshisekedi, victime, selon lui, de «détention domiciliaire». Depuis la proclamation des résultats des élections présidentielle et législatives du 28 novembre, des forces de l'ordre ont été déployées autour de la résidence de l'opposant. (Radio Okapi)

Lambert Mende: «RFI laisse passer des messages d'incitation à la haine ». «RFI laisse passer des messages d'incitation à la haine qui appellent les Congolais à s'opposer les uns aux autres par la violence.» C'est ce qu'a déclaré, jeudi 5 janvier, Lambert Mende, ministre de la Communication et des Médias, justifiant la coupure du signal de cette radio française depuis le 31 décembre. Lambert Mende accuse notamment la RFI d'avoir donné des itinéraires à la population pour contourner les dispositifs de la police lorsque celle-ci interdisait une manifestation «pouvant porter atteinte à la sécurité et à l'ordre public». Par ailleurs, le signal de la Radio communautaire du Katanga émettant à Lubumbashi a aussi été coupé ce jeudi pour quarante-cinq jours. La radio aurait diffusé des programmes de RFI. Le signal de RFI avait aussi été interrompu pendant 15 mois entre juillet 2009 et octobre 2010. Le gouvernement congolais l'accusait de démoraliser les troupes de l'armée congolaise engagées dans des opérations militaires contre les groupes armés dans l'Est de la RDC. (Radio Okapi)

Législatives-RDC: les premiers experts arrivent à Kinshasa. Une équipe d'experts électoraux internationaux est arrivé à Kinshasa ce jeudi 5 janvier. Il s'agit des experts des ONG américaines National democratic institute (NDI) et International foundation for electoral systems (IFES). Selon le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante, Jacques Djoli, qui a livré l'information à Radio Okapi, ces experts devraient se réunir avec le bureau de la commission ce vendredi 6 janvier pour étudier les modalités de leur appui. Evoquant de «nombreuses réclamations dont elle a été saisie par les candidats et organisations politiques», la Ceni avait suspendu la compilation des résultats des législatives jusqu'à l'arrivée des équipes de supervision et d'appui technique international avant de reprendre une semaine après sans l'arrivée des experts. (Radio Okapi)

Mbuji-Mayi: les agents de la Miba décrètent une grève sèche. Les agents de la Minière de Bakwanga (Miba) ont entamé une grève sèche ce jeudi 5 janvier. Ils ont barricadé toutes les voies d'accès au polygone, lieu de production de diamant. Ils réclament le paiement de cinq mois d'arriéré de salaire. Les grévistes en colère s'en prennent à tous ceux qui ne respectent pas le mot d'ordre, a constaté un reporter de Radio Okapi. Dans la matinée, ils ont empêché les chefs de sécurité d'accéder au polygone. Un véhicule de la Miba, bloqué par les contestataires à l'entrée de la concession de la société, a forcé le passage, percutant un agent, qui a été admis à l'hôpital. Furieux «d'avoir passé les fêtes de fin d'année sans sou», ils ont aussi jeté des pierres sur un bus de l'entreprise transportant des travailleurs du service de production. La police est intervenue en tirant des coups de feu en l'air pour

dispenser les travailleurs. Un enfant d'une dizaine d'années aurait reçu une balle perdue dans la cité Miba. Le mercredi 4 janvier, un chef de service a échappé à un lynchage de ces grévistes. Depuis trois jours, plusieurs travailleurs de la société se massent devant le bureau de département du personnel, lieu de la paie, pour exiger le versement de leurs arriérés de salaire ainsi que la démission de l'actuel comité de gestion. «Cette fois-ci ça sera une grève très sauvage», a déclaré un agent qui se dit fatigué des promesses de paie données par la Direction générale de la Miba. Des sources proches de la direction de l'entreprise annoncent une réunion avec la délégation syndicale le vendredi 6 janvier. (Radio Okapi)

Vendredi 6 janvier.

RDC: l'ONG Freedom for journalist dénonce des dérapages dans les médias publics. Dans une lettre ouverte adressée au Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), L'ONG Freedom for journalist dénonce «une propension de la pensée unique dans les médias publics». Allusion faite à l'émission Animation pour la paix diffusée sur la RTNC, la télévision publique, et qui fait l'apologie des réalisations du président Joseph Kabila. Cette ONG accuse la RTNC de ne pas respecter les prescrits du code d'éthique et de déontologie ainsi que la loi fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse en RDC.

Des jeunes «Shégués» protestent contre leur séjour prolongé au centre de formation de Kanyama Kasese. Les jeunes enfants de la rue admis au centre de formation professionnelle de Kanyama Kasese dans le territoire de Kanyama, à environ 700 km de Lubumbashi au Katanga, sont en colère depuis deux jours. Ils protestent contre leur séjour prolongé dans ce centre alors que la formation a pris fin depuis plus de cinq mois. Dix huit d'entre eux ont quitté nuitamment ce centre et seraient en route vers Lubumbashi.

Walikale: nouveaux affrontements entre la milice «Guides» et les FDLR à Ntoto. De violents combats ont opposé, jeudi 5 janvier dans la matinée, de la milice dénommée Guides aux rebelles hutus rwandais des FDLR, près de la localité de Ntoto dans le groupement Waloa Uroba, à environ de 100 km à l'est du chef-lieu du territoire de Walikale. Le bilan précis de ces affrontements n'est pas encore connu. Mais des sources administratives locales font état d'un afflux des déplacés.

Kamina: une trentaine de policiers réclament leur prime de sécurisation des élections. Au total, trente quatre policiers réclament leur prime des opérations de sécurisation des élections. Ils ont adressé, mercredi 4 janvier, une lettre au responsable local de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) dans laquelle ils parlent des frais de gardiennage des opérations d'enrôlement des électeurs.

Accrochages entre FDC et FDLR: les notables de Walikale et Masisi interpellent les autorités de la RDC. Les affrontements qui opposent, depuis le 26 novembre dernier, le groupe d'autodéfense populaire appelé Forces de défense congolaise(FDC) aux rebelles hutus rwandais des FDLR, dans les groupements Waloa Yungu et Waloa Uroba ont fait 73 morts, plus de 75 000 déplacés, 30 villages déserts et d'autres brûlés. C'est le bilan dressé, ce vendredi 6 janvier, par les ressortissants de Walikale et Masisi vivant à Goma.

Santé: la DGDA bloque un lot de matériels de laboratoire à Bunia. Le médecin ad intérim du district sanitaire de Bunia plaide pour l'exonération d'un lot de matériels du laboratoire général du territoire bloqué par le service de douanes à l'aéroport de cette cité.

Cholera: 1633 cas avec 14 décès au Sud-Kivu. L'Inspection provinciale de la santé au Sud-Kivu a dénombré, ce jeudi 5 janvier, des milliers de cas de choleras avec 14 décès. Selon des sources, la flambée de cette épidémie est constatée dans plusieurs zones de santé de la province du Sud-Kivu notamment à Bukavu, Kabare, Minova, Mubumbano et Kaniola.

Un cas de poliovirus sauvage déclaré au Maniema. Des analyses du laboratoire ont confirmé, jeudi 5 janvier, un cas de poliovirus sauvage dans la zone de santé de Lusangi, en territoire de Kabambare, à plus de 350 km de Kindu, dans le Sud du Maniema. Le vice-gouverneur et gouverneur ai de la

province a déclaré l'épidémie au cours d'un point de presse, tenu dans son cabinet de travail, devant les journalistes des radios locales.

RDC: un capitaine de la police torturé pour avoir salué un avocat d'Etienne Tshisekedi, affirme la VSV. Dans un communiqué publié jeudi 5 janvier, la VSV indique : « Le capitaine Kasongo Mwamba Paul a été enlevé dans la concession même de la PIR sur ordre de son chef le colonel Kasongo Vangu. Le colonel Kasongo Vangu reproche au capitaine Kasongo Mwamba d'avoir salué un avocat d'Etienne Tshisekedi. Dolly Ibefo, directeur exécutif de la VSV a livré le témoignage suivant à Radio Okapi : Pour ça, il a ordonné qu'on le tabasse à mort et on l'a transféré dans un cachot du camp Tshatshi qui ne dépend pas du parquet. Son épouse venue chercher son mari a été également arrêtée et écrouée toujours à la PIR sur ordre du même colonel. Ces deux personnes sont toujours aux arrêts et l'état de santé du capitaine Kasongo est désespéré parce qu'il a été torturé et était même dans le coma. » Le commandant de la PIR, le colonel Séguin Ngoy reconnaît l'arrestation du capitaine Paul Kasongo Mwamba, mais il affirme que cet officier du Bureau 2 (NDLR: Brigade chargée d'investigation des voitures volées) n'a pas été arrêté pour avoir salué l'avocat d'Etienne Tshisekedi, mais « il était un agent double qui vendait la mèche », sans plus de précisions. « Il est présentement à la disposition des services des renseignements militaires », a-t-il précisé. (Radio Okapi)

Samedi 7 janvier.

Katanga : 12 000 déplacés en détresse à Mitwaba. L'évêque catholique de Kilwa Kasenga sollicite une assistance humanitaire pour les 12 000 déplacés vivant dans un grand dénuement à Mitwaba, dans le Katanga. Ces habitants ont déserté leurs villages suite aux affrontements survenus dans ce territoire il y a plus de trois semaines entre les éléments du seigneur de guerre Kyunga Mutanga Gédéon et les Forces armées congolaises.

Minova : 10 morts lors d'échanges de tirs entre FARDC et Maï-Maï Guides. Les échanges des tirs entre les Forces armées de la RDC et les miliciens Maï-Maï Guide ont fait 10 morts à Ufamandu 1er, à 42 km de la cité de Minova dans le Nord Kivu, selon des sources militaires locales vendredi 6 janvier 2012. Les mêmes sources signalent un déplacement massif des populations vers les villages et groupements voisins. Parmi les morts, 6 sont des militaires Fardec et 4 des Maï-Maï, selon ces sources militaires corroborées par le secrétaire administratif du groupement Ufamandu 1er, dans le secteur de Masisi. Alors que les combats se sont arrêtés, la population continue à fuir massivement le village de Buniakangendo vers des villages du groupement voisin. A Minova, dans le territoire de Kalehe, au Sud Kivu, 94 ménages sont déjà logés dans des familles d'accueil, selon le président du comité des déplacés du groupement Puzi Minova. Jusqu'à présent, ces déplacés restent sans assistance matérielle. (Radio Okapi)

Les Nations unies et l'Union africaine décidées à soutenir la lutte contre la LRA. Le bureau des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca) et l'Union africaine (UA) sont résolus à appuyer les pays de l'Afrique centrale dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) qui menace la sécurité dans cette partie du continent, selon les représentants de ces deux organisations arrivés vendredi 6 janvier à Kinshasa. Dans le cadre de cet appui, l'envoyé spécial de l'Union africaine pour la problématique de la LRA, Fransisco Madeira, et le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Afrique centrale ont échangé avec les autorités congolaises, les agences des Nations unies, ainsi que les ambassadeurs des USA et de l'Union européenne, sur les perspectives à venir de la lutte contre ce groupe armé ougandais de Joseph Koni. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Afrique centrale, Abou Moussa, explique que sa mission consiste à obtenir les assurances des autorités des pays de l'Afrique centrale. (Radio Okapi)

TVA: «l'augmentation des prix ne doit pas excéder 3%», selon la DGI. La Direction générale des impôts (DGI), la Direction générale des douanes et accises (DGDA), le ministère de l'Economie et celui des Finances ont évalué l'application de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) vendredi 6 janvier. Selon le directeur général adjoint de la DGDA, Gabriel Muepu, la hausse des prix occasionnée par l'instauration de la TVA ne devrait pas excéder 3%, «au vu de l'écart peu important entre l'Impôt sur le chiffre d'affaire (ICA) et la TVA, qui la remplace désormais». «C'est depuis 2002 que nous avons introduit l'impôt sur le chiffre d'affaire [ICA] de 15% sur tous les produits de grande consommation.

Aujourd'hui, en passant à une TVA de 16%, c'est juste un accroissement de 1 % en terme de taux de taxation. En terme de prix, le maximum qu'on devait avoir sur le terrain, c'est 2 ou 3% d'augmentation des prix», a expliqué Gabriel Muepu. (Radio Okapi)

RDC: la VSV exige le rétablissement du signal de RFI. La Voix des sans voix (VSV) dénonce l'interruption du signal de RFI depuis le 31 décembre et exige son rétablissement. Dans un communiqué publié vendredi 6 janvier, l'ONG de défense des droits de l'homme estime que cette décision prise par le ministre de l'Information et des Médias, Lambert Mende, viole la liberté de la presse et le droit à l'information.

Epidémies en RDC: le ministre de la Santé invite la population à assainir son environnement. Le ministre de la Santé, Victor Makweng Kaput, a reconnu ce samedi 7 janvier que la population congolaise était encore en proie à plusieurs épidémies dont la poliomyélite, le choléra, la fièvre typhoïde et l'Ebola. Il a plaidé pour un assainissement efficace de l'environnement pour éviter la recrudescence de ces épidémies et d'autres maladies des mains sales dans le pays.

La ville de Kalemie fête son 120 ème anniversaire. Les festivités marquant le cent-vingtième anniversaire de la fondation de la ville de Kalemie ont débuté vendredi 6 janvier. Une messe d'action de grâce a été célébrée en la cathédrale de St Albert. Un documentaire sur la ville a été projeté par le centre audiovisuel de Kalemie à l'Hôtel du Lac. Cet anniversaire est célébré sous le thème: 120 ans après, quel avenir pour Kalemie. La cérémonie de lancement des activités pour célébrer cet anniversaire a été organisée par l'Association des amis de Kalemie (Amikal) et le Centre audiovisuel de Kalemie (CAVK). La ville de Kalemie a été fondée le 3 janvier 1892 par le capitaine de l'armée coloniale belge, Jacques de Dismunde. Elle portait le nom d'Albertville en l'honneur du prince héritier Albert, de la couronne de Belgique. En 1971, lors de la zaïrianisation, elle a été rebaptisée Kalemie. Les organisateurs des festivités de ce 120 ème anniversaire comptent valoriser l'histoire de la ville qui, selon eux, est ignorée par les habitants. La sœur Virginie Kadima de l'Amikal indique : «On parle de l'esclavage en Afrique mais jamais on a fait allusion au territoire de Kalemie. Les routes de caravane allaient de Mutowa à Nyangwe et Kasongo. Au Nord, on ramenait les esclaves et l'ivoire tandis qu'au Sud, le cuivre et les esclaves.» (Radio Okapi)

Nord-Kivu: la société civile réclame un audit des opérations militaires menées depuis trois ans. La société civile du Nord-Kivu réclame un audit des opérations militaires menées depuis 2009 contre les groupes armés opérant au Nord-Kivu. Selon cette structure, les programmes Amani Leo, Umoja Wetu, Ruwenzori et Safisha n'ont pas donné des résultats significatifs. Dans un bilan sécuritaire de trois dernières années rendu public jeudi 5 janvier à Goma, la société civile du Nord-Kivu demande la constitution d'une commission d'audit accusant sans les citer certaines personnes de s'enrichir grâce au climat créé par les attaques des FDLR.

Dimanche 8 janvier.

RDC: incendie du domicile d'un défenseur des droits de l'homme, le ministre de la Justice ordonne une enquête. Quarante-huit heures après l'incendie du domicile de Dismas Kitenge, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), le ministre de la Justice et des Droits humains, Luzolo Bambi, a ordonné samedi 7 janvier au procureur général de la République et au procureur général près la cour d'appel de Kisangani d'ouvrir une enquête. La maison de Dismas Kitenge a pris feu dans la nuit de mercredi à jeudi 5 janvier. Elle a été complètement calcinée. Luzolo Bambi a exprimé sa désolation après ce drame et a demandé aux défenseurs des droits de l'homme «de se sentir particulièrement protégés par le gouvernement». Parlant de Dismas Kitenge, Luzolo Bambi a affirmé que la justice congolaise lui garantit «que rien ne lui arrivera». Dismas Kitenge est aussi le président de l'ONG de défense des droits de l'homme «Groupe Lotus» basée à Kisangani.

Législatives-RDC: la Nouvelle société civile doute de la réussite de la mission des experts internationaux. La Nouvelle société civile congolaise met en doute la réussite de la mission des experts internationaux pour appuyer la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) dans la compilation des résultats des élections législatives. Le coordonnateur de cette plate-forme d'ONG,

Jonas Tshiombela, a déclaré à Radio Okapi samedi 7 janvier que cette mission ne donne aucune porte de sortie par rapport à la contestation des résultats de ces élections.

Nord-Kivu: affrontements entre FARDC et Maï-Maï Raïa Mutomboki à Vitshumbi. Des affrontements ont opposé, samedi 7 janvier, des miliciens Maï-Maï Raïa Mutomboki aux militaires des FARDC à Vitshumbi, une enclave du parc national des Virunga au Nord-Kivu. La police fait état d'un milicien tué, un blessé et quatre autres capturés.

Kabare: un officier des FARDC tué lors d'une attaque d'un couvent de prêtres par des hommes armés. Le couvent des prêtres catholiques de Kavumu dans le territoire de Kabare au Sud-Kivu a été attaqué par un groupe d'hommes en arme non autrement identifiés, dans la nuit de samedi à ce dimanche 8 janvier. Les prêtres ont été surpris par la présence brusque d'un groupe d'hommes armés à 21 heures dans le couvent. Les assaillants se sont pointés devant leurs victimes, lorsque ces dernières veillaient encore au salon. Ils se sont mis à tabasser copieusement les prêtres au point de blesser grièvement le doyen de cette paroisse, l'abbé Muzindusi, bien connu dans cette église pour son don de guérison par la prière. Les militaires venus à la rescousse ont essuyé des coups de balles. Un lieutenant des FARDC a été touché et il est mort sur le champ. La police annonce qu'une enquête est en cours. Mais le président de la société civile de Kabare Nord, Damien Bahizire, demande aux autorités compétentes de «mener des enquêtes sérieuses» pour dénicher les malfrats et les déferer devant la justice. Damien Bahizire dénonce cette nième attaque contre le couvent des religieux dans le territoire de Kabare. «Les assassins d'un prêtre à la paroisse de Kabare et d'une sœur au couvent de Murhesa l'année passée sont jamais connus», a-t-il déploré. (Radio Okapi)

Changement climatique: la «Journée de l'arbre de Noël» se poursuit dans les universités de la RDC. Le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire (Esu), Léonard Mashako Mamba, en collaboration avec le Fonds forestier national (FFN), a relancé, en décembre 2011, le reboisement des sites universitaires du pays, dans le cadre de l'opération dénommée «Journée de l'arbre de Noël». Objectif: totaliser un million d'arbres dans tous les sites universitaires de la RDC. Plus de cent mille arbustes ont été plantés à l'Université de Kinshasa (Unikin) sur une superficie d'environ 5 kilomètres carrés. Quinze autres établissements de l'ESU de la capitale ont emboîté le pas en plantant chacun cent arbres. Il en est de même pour les institutions supérieures en province. On peut citer notamment le cas de l'institut facultaire des sciences agronomiques de Yangambi, avec vingt cinq arbres plantés, dont certains sont fruitiers. (Radio Okapi)

Lundi 9 janvier.

RDC: la VSV plaide pour l'organisation de nouvelles élections présidentielle et législatives. La Voix des sans voix (VSV) a proposé, dimanche 8 janvier, l'organisation de nouvelles élections présidentielle et législatives «supervisées par de nouveaux animateurs impartiaux de la Ceni et sous l'œil des observateurs nationaux et internationaux». C'était lors de la présentation officielle de son rapport final sur son observation du déroulement des élections du 28 novembre. Pour cette ONG, les résultats de ces nouvelles élections devraient être certifiés par la communauté internationale. Avant d'y arriver, le directeur exécutif adjoint de la VSV, Rostand Manketa, plaide pour l'instauration d'un dialogue entre Joseph Kabila et Etienne Tshisekedi pour la gestion consensuelle du pays. «Il y a une crise réelle de légitimité de pouvoir en RDC à cause des irrégularités flagrantes constatées dans la tenue des élections du 28 novembre dernier. Pour qu'il y ait la paix, il faudra que les acteurs politiques -en particulier messieurs Joseph Kabila et Etienne Tshisekedi- puissent privilégier le dialogue pour une gestion consensuelle de la chose publique dans un délai raisonnable, avant l'organisation des élections crédibles», explique Rostand Manketa. La VSV justifie son initiative par la crainte de voir la population congolaise perdre confiance en la démocratie. (Radio Okapi)

Ituri: des produits contre le choléra de MSF/Suisse exonérés de taxes douanières. Les médicaments importés par l'ONG Médecins sans frontières/Suisse, destinés à combattre l'épidémie de choléra qui sévit actuellement en territoire d'Irumu, seront exonérés de taxes douanières. Les responsables de la sous direction de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) l'ont affirmé samedi 7 janvier 2012 au cours d'un point de presse à Bunia.

Lusambo: la CCU de Lambert Mende accuse la police d'arrêter arbitrairement ses militants. La Convention des Congolais Unis (CCU)/section de Lusambo a dénoncé, samedi 7 janvier, une opération de traque dirigée par les éléments de la police nationale congolaise contre ses partisans, depuis l'affichage des résultats partiels des législatives du 28 novembre dans le Centre local de compilation de résultats. Des sources proches du parti de Lambert Mende Omalanga renseignent que certains militants arrêtés seraient battus et même déshabillés en public par la police congolaise déployée dans cette cité du Kasai-Oriental. Le président sectionnaire de la CCU/Lusambo, Grégoire Kapinga indique que près d'une dizaine de personnes ont été interpellées depuis une semaine environ. Le commissaire de la police de Lusambo rejette ces allégations. Selon lui, il n'y a pas eu d'arrestations, ni d'intimidations. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: deux attaques attribuées aux FDLR font 4 morts et 8 blessés. Quatre personnes ont été tuées et huit autres blessées, dimanche 8 janvier, dans deux attaques attribuées à des rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) à Fizi et à Walungu.

Beni: la société civile accuse les ADF/Nalu de trois enlèvements. La société civile du Nord Kivu accuse les rebelles ougandais de l'ADF/Nalu d'avoir enlevé trois personnes depuis le début du mois de décembre 2011 dans le territoire de Beni. Le 26 décembre, un paysan de Mayi Moya a été enlevé dans son champ à 10 km de son village par ces rebelles ougandais. Son corps a été retrouvé quelques jours plus tard. A la mi-décembre, un religieux de l'église catholique a été enlevé dans sa paroisse à Beniville, avant d'être relâché. Le week-end du samedi 7 au dimanche 8 janvier, c'est le gérant d'une ferme au nord du Ruwenzori qui a été enlevé. Ses ravisseurs, qui réclamaient une rançon de 50 000 dollars américains au départ, l'ont finalement relâché moyennant le paiement de 10 000 dollars. Pour la coordination de la société civile du Nord-Kivu, ces enlèvements sont des représailles de ces rebelles qui sont acculés par des opérations des FARDC. Selon la même source, l'insécurité est aussi entretenue dans ce territoire par des bandes de criminels et des groupes armés locaux, notamment des Mai-Mai qui sillonnent la région, commettant des crimes pour des raisons pécuniaires ou par vengeance. La société civile demande aux autorités militaires d'évaluer l'impact des différentes opérations militaires menées dans cette région et de renforcer la sécurité de la population. (Radio Okapi)

Province Orientale: un groupe de jeunes crée l'insécurité à Watsa. La société civile de Watsa, à environ 800 Km au Nord-Est de Kisangani, dans la Province Orientale, a accusé, le samedi 7 janvier, un groupe de jeunes «manipulés» de créer l'insécurité en lançant la chasse aux non originaires. L'information a été affirmée par le vicaire épiscopal de Watsa, qui accuse ces jeunes d'ériger des barrières aux alentours de la cité.

RDC: la Majorité présidentielle crée sa cellule de contentieux électoraux. La Majorité présidentielle (MP) institue en son sein une cellule de gestion de contentieux électoraux, a annoncé, ce lundi 9 janvier à Radio Okapi, le secrétaire général de cette plate-forme politique, Aubin Minaku. Ce dernier justifie cette cellule par le souci de renforcer la cohésion entre membres, à la suite de «la passion qui caractérise généralement l'après proclamation des résultats des élections».

RFI de nouveau captée en RDC. Le signal de Radio France internationale (RFI) a été rétabli, lundi 9 janvier après midi. Il avait été coupé, depuis dix jours, par les autorités congolaises qui l'accusaient de diffuser «des messages d'incitation à la haine». Le ministère de la Communication et Médias, Lambert Mende, invite RFI au respect des lois de la RDC.

Les évêques se penchent sur les élections. Les évêques sont en ce moment réunis à Kinshasa au Centre Caritas pour une Assemblée plénière extraordinaire. Les échanges, qui se concluront demain, portent sur le processus électoral du 28 novembre 2011 soldé par la réélection, controversée, du président Joseph Kabila. Le débat sur la position de l'Eglise occupe une place importante dans les médias congolais ces derniers jours. Peu après l'annonce des résultats, le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, archevêque de Kinshasa et personnalité influente, avait déclaré que d'après l'analyse des résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante, il ressort que ces résultats «ne sont pas conformes à la vérité et à la justice». Un avis partagé par bon nombre d'acteurs du clergé, notamment à Kinshasa, mais également par la société civile. La Commission épiscopale (CENCO) a dénoncé que suite à ces propos, le cardinal Monsengwo a fait l'objet d'attaques médiatiques, voire

d'injures, dans certains médias, notamment la radiotélévision publique, condamnant fermement cette attitude. L'organisation non gouvernementale "Voix des Sans-Voix" (VSV), une organisation bien connue à Kinshasa, a défini dans son rapport les récentes élections présidentielles pas du tout transparentes, non crédibles et entachées de fraudes. La VSV invite les protagonistes du vote, le président confirmé Laurent Kabila ainsi que son principal opposant (qui n'a pas accepté le résultat) Etienne Tshisekedi à entamer un dialogue. " Nous nous trouvons dans une situation de crise de légitimité – s'est plaint le directeur de l'organisation, Dolly Ibefo – et je crois que le dialogue sera à même de résoudre cette crise ". (Misna)

Kinshasa: Assemblée plénière extraordinaire des évêques du Congo. Aujourd'hui, 9 janvier 2012, les Evêques de la RDC ont commencé leur Assemblée plénière extraordinaire au centre Caritas/Congo de la Gombe (Kinshasa), pour réfléchir sur la situation de notre pays après les élections du 28 novembre. Comme préambule à ces assises, une foule des chrétiens de tout l'archidiocèse ont participé, le samedi 8 janvier, à la paroisse St. Joseph, à une célébration eucharistique pour implorer la bénédiction de Dieu sur l'Assemblée des Evêques: «qu'il leur accorde l'assistance de son Esprit Saint pour qu'ils arrivent, par leur réflexion, à aider notre nation...». Au cours de l'Eucharistie présidée par Mgr Edouard Kisonga, évêque auxiliaire de Kinshasa, l'abbé P. Bosangia, directeur du centre Lindonge, a prononcé une homélie courageuse intitulée : «Toute autorité vient de Dieu et non pas nécessairement son exercice». Face aux voix qui prétendent faire taire l'Eglise, l'abbé a rappelé le droit de celle-ci à tout évangéliser : les hommes aussi bien que les structures et institutions de tous ordres (politiques, économiques...). Il a rappelé avec force que l'autorité ne s'exerce légitimement que si elle cherche le bien commun par la pratique de la justice. Par rapport à ce qu'on affirme concernant des fraudes massives et des irrégularités graves des élections du 28 novembre, à la fin de la célébration a été présenté « le programme arrêté dans le cadre des actions des chrétiens en vue du rétablissement de la légitimité et de la légalité du pouvoir en RDC ». Comme première action, tous les agents pastoraux son invités à une rencontre, le mercredi 11 janvier, à la paroisse St Joseph, de 10h00 à 12h00, pour l'approfondissement des actions à mener. Aussi le samedi 14 janvier à 12h00, l'heure de l'Angelus, toutes les paroisses de l'archidiocèse sont invitées à sonner la cloche comme signe de solidarité dans la recherche de la justice et la vérité. (Ademis)

Mardi 10 janvier.

RDC: l'opposition et la majorité réagissent au dialogue Kabila-Tshisekedi proposé par la VSV. La déclaration de la Voix des sans voix (VSV) appelant Joseph Kabila et Etienne Tshisekedi à dialoguer «pour une gestion consensuelle de la chose publique avant l'organisation des élections crédibles» est diversement appréciée dans la classe politique congolaise. A l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi, on indique que la recherche de la vérité des urnes est nécessaire avant d'envisager tout dialogue. Pour la Majorité présidentielle (MP), «le choix du peuple confirmé par la Cour suprême de justice» doit être respecté. Constatant «une crise réelle de légitimité de pouvoir en RDC à cause des irrégularités flagrantes constatées dans la tenue des élections du 28 novembre», la VSV a justifié sa proposition par la crainte de voir «la population congolaise perdre confiance en la démocratie». Albert Moleka, directeur de cabinet et porte-parole d'Etienne Tshisekedi, a déclaré à Radio Okapi lundi 9 janvier que la proposition de la VSV a le mérite de chercher une solution à la crise que connaît actuellement le pays. Mais il a précisé : «Cette solution prend pour postulat que tout le monde a le souci de rechercher la vérité par respect du peuple congolais. Donc, c'est ce postulat là qu'il faut d'abord voir réaliser avant de penser à un dialogue. Sans ce postulat, il est difficile d'établir un dialogue.» A l'heure actuelle, a-t-il ajouté, «un dialogue n'est pas à l'ordre du jour». Reprochant à l'initiative de la VSV une approche politicienne, le secrétaire général de la MP, Aubin Minaku, a indiqué, pour sa part, qu'il faut respecter «le choix du peuple congolais et le schéma républicain». Reconnaisant qu'il y a eu des difficultés dans l'organisation des élections, il a affirmé que «la vérité, avec grand V, émanant du peuple c'est que quelles que soient les imperfections, il y a un candidat qui est sorti du lot au niveau de la présidentielle et c'est Joseph Kabila. Il a été élu par le peuple congolais. Il a été confirmé par la Cour suprême de justice et il a été investi». C'est qui reste, a conclu le secrétaire général de la MP, «c'est de donner des conseils au candidat Joseph Kabila pour qu'il demeure comme il a été depuis 2001 un homme d'ouverture. Il va mettre en place un gouvernement qui comprendra tous les fils de la République qui ont une vocation de patriote». (Radio Okapi)

Kisangani: les cours devraient reprendre à l'IBTP ce mardi après un soulèvement des étudiants.

Les enseignements devraient reprendre ce mardi 10 janvier à l'Institut des bâtiments et travaux publics (IBTP) de Kisangani après le soulèvement des étudiants qui réclamaient, la veille, l'arrivée des professeurs qualifiés. Les étudiants en colère avaient barricadé la route principale passant devant leur bâtiment et qui mène au plateau Boyoma dans la commune Makiso après avoir incendié un pneu et quelques écritoires de l'institut. Selon des témoins, les étudiants avaient également malmené quelques passants et dégonflé les pneus des motos des particuliers. La police était intervenue à coup des gaz lacrymogènes pour rétablir l'ordre. Il y aurait eu quelques blessés légers. Le directeur général de l'IBTP/Kisangani, professeur Banuitiya Yeleko, avait déclaré vouloir résoudre le problème dans un dialogue au sein de l'institut et non dans la rue. Les manifestants et les autorités académiques ont finalement été réunis par le maire de la ville de Kisangani. Au cours de la rencontre, le professeur Banuitiya Yeleko a affirmé que l'Institut fournissait des efforts chaque année académique pour faire venir des professeurs ajoutant que le dialogue est permanent avec les étudiants au sujet des enseignants qui doivent venir d'ailleurs. (Radio Okapi)

Salamabila: l'anémie a tué plus de 350 enfants en novembre 2011. Un rapport sur des cas d'anémie, rendu public par le médecin chef de zone de santé de Salamabila (Maniema) et parvenu à Radio Okapi lundi 9 janvier, indique qu'au cours du mois de novembre, cinq milles cas d'anémie ont été enregistrés dont plus de trois cent cinquante décès. Ces cas d'anémie seraient dus au paludisme.

Kinshasa: les fournisseurs de la Ferme de la N'sele réclament 400 000 USD. Les fournisseurs de la Ferme de la N'sele réclament 400 000 dollars américains à leur client. Ils ont fourni, depuis le mois de mars 2011, des produits agro-alimentaires [maïs, soja, etc.] à l'ex-Daïpn sans recevoir de l'argent. Selon ces fournisseurs, cette situation pénalise les paysans de l'Equateur et du Bas-Congo qui produisent ces vivres. Le coordonnateur de la Ferme de la N'Sele, Kongolo Dimata, reconnaît devoir de l'argent aux fournisseurs et mais pas aux paysans, ignorant la provenance des denrées. «Personnellement, je n'ai jamais eu un paysans qui me fournit de la marchandise. Je sais que nous devons de l'argent à nos fournisseurs et nous avons la bonne foi. Ça fait plus d'une année qu'on travaille avec eux, il n'y a jamais eu de problèmes», a-t-il indiqué. Cependant, Kongolo Dimata affirme avoir déjà payé une partie de cette dette et promet de mettre tout en œuvre pour résoudre ce problème à l'amiable. (Radio Okapi)

Province Orientale: deux personnes mutilées et des maisons pillées dans une attaque de la LRA à Bilali. Les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) ont mutilé deux personnes et pillé des maisons dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 janvier dans la localité de Bilali, située à 10 km au Nord de Faradje-centre (Province Orientale).

Province orientale: des stratégies pour lutter contre les violences sexuelles à Ubundu. La Ligue de la zone africaine pour la défense de droit des enfants et des élèves (Lizadel) a enregistré 155 cas de viol au cours de l'année 2010 et 64 en 2011 dans la cité d'Ubundu située à 128 km de Kisangani. La situation qui s'améliore n'a pas empêché les chefs de seize quartiers de la cité, lors d'une rencontre organisée lundi 09 janvier, de prendre des mesures drastiques pour éradiquer les violences sexuelles. De plus, les chefs de quartiers d'Ubundu projettent de rencontrer les parents dont les filles de moins de 18 ans ont été victimes de viols et en sont tombées enceinte. Le but est de discuter de la reprise de leur scolarisation.

Bukavu: campagne de sensibilisation contre la profanation des tombes. Le "mouvement de lutte contre le massacre des congolais et ses effets » MLMCE/ BBC- Carrefour" dénonce la profanation d'une fosse commune près de l'Institut d'Ibanda à Bukavu. Dans une lettre adressée au procureur de la République lundi 09 janvier, ce mouvement lui demande de dépêcher une équipe sur le lieu ou d'autoriser un enterrement honorable des victimes sur un site que le gouvernement provincial du Sud Kivu pourrait rendre disponible. L'ONG locale a affirmé que plusieurs fosses communes ont été découvertes récemment. La dernière est celle qui se trouve près de l'Institut Ibanda, 32 personnes y auraient été enterrées. Les ossements visibles sont déterrés d'une maison en construction et sont jetés. C'est une profanation grave selon Hubert Bulakali, l'un des responsables du Mouvement de Lutte Contre le Massacre et ses Effets : « Nous demandons aux autorités de lotir un terrain approprié où ces

ossements seront enterrés d'une manière honorable. Ainsi, leurs proches pourront se recueillir même si les tombes sont symboliques.» Le «mouvement de lutte contre le massacre et ses effets» a déjà identifié 24 fosses communes dans différents endroits de la ville de Bukavu. Des fosses communes qui datent de la période allant de 1996 à ce jour et où sont enterrés les victimes des conflits armés. (Radio Okapi)

Massacre de Shabunda: le diocèse de Kasongo demande l'implication de Joseph Kabila. La commission diocésaine justice et paix (CPJP) de Kasongo (Maniema), dont dépend Shabunda, demande au chef de l'Etat de renforcer la sécurité dans ce territoire du Sud-Kivu. Cette demande a été exprimée, lundi 9 janvier, à l'issue de trois jours d'examen de la question relative au massacre d'une quarantaine de personnes, du 31 décembre au 4 janvier à Shabunda, par les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

Lubumbashi: les agents licenciés de la CMSK réclament leurs décomptes finals. La paix sociale est troublée à la Compagnie Minière du Sud Katanga (CMSK) où plus d'une centaine de travailleurs licenciés réclament leurs décomptes finals. D'autres agents s'opposent à leur mise en congé technique. Les manifestants ont brûlé les pneus et barricadé les voies d'accès à l'Entreprise Générale Malta Forrest avant d'être dispersés par les policiers qui ont utilisé des gaz lacrymogènes.

Ban Ki Moon évoque la prorogation de la mission de stabilisation en RDC. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, a salué les progrès réalisés dans l'établissement de la paix en République démocratique du Congo (RDC). Il a souligné que des défis majeurs restent à relever. Au cours d'une conférence vidéo avec le staff onusien, lundi 9 janvier, Ban Ki Moon a déclaré : «Nous avons réalisé beaucoup de progrès dans l'Est de la RDC. Nous avons également réalisé du progrès dans la consolidation de la paix dans l'Ouest du pays. Toutefois, il y a encore plusieurs défis à relever. C'est cela notre mission. C'est ce qui justifie la demande de prorogation de la mission pour la stabilisation de l'est jusqu'en 2014. Ceci fait l'objet des discussions en cours entre la mission, l'équipe-pays et le gouvernement de la RDC pour mise en place du programme de consolidation du processus électoral» Pour Ban Ki Moon, il serait important que le Conseil de sécurité et le gouvernement congolais se mettent d'accord autour des priorités et activités-clés pour la prochaine phase. Par sa résolution 1925, le conseil de sécurité de l'Onu avait décidé de proroger jusqu'au 30 juin 2010 le mandat de la mission des Nations unies en RDC (Monuc), qui devenait ainsi Monusco (Mission des Nations unies pour la stabilisation en la RDC). Le même conseil avait encore adopté, mardi 28 juin 2011, la résolution 1991 prorogeant le mandat de la Monusco jusqu'au 30 juin 2012. C'est dans le cadre de ce mandat que la Monusco a apporté, à la demande des autorités congolaises, son appui technique et logistique pour l'organisation des élections présidentielle et législatives du 28 novembre dernier. (Radio Okapi)

Mercredi 11 janvier.

Les professeurs de l'Université de Kinshasa en grève depuis deux mois. En grève depuis le 2 novembre 2011, les professeurs de l'Université de Kinshasa n'ont toujours pas repris le travail. Selon la coordination étudiante, seules les classes de recrutement de trois facultés (SSPA-Lettres-Pétrole et gaz) sur les douze que compte l'Unikin reçoivent des enseignements à ce jour. Le coordonnateur des étudiants de cette université a demandé, mardi 10 janvier, l'implication du chef de l'Etat et du Premier ministre pour mettre fin à cette grève. Dans un communiqué publié dimanche 6 novembre, les professeurs de l'Unikin conditionnaient toute reprise de travail par la résolution de la question touchant à l'obtention de leurs véhicules dénonçant notamment. «Nous demandons le désengagement du ministre [de l'Enseignement supérieur et universitaire] dans le dossier des véhicules. Cela veut dire qu'on doit respecter le contrat [liant l'Apukin au concessionnaire des véhicules]», a-t-il indiqué. Selon les professeurs, le contrat d'achat à crédit de ces véhicules les lie directement au concessionnaire, l'Etat congolais n'étant qu'un témoin. Ils accusent donc le ministre de l'ESU «de s'arroger le droit d'assurer la distribution des véhicules commandés». De son côté, le ministre Mashako Mamba, a affirmé, être au courant de ces revendications. Mais, pour lui, cette grève de professeurs ne s'explique plus à ce jour. «L'Etat a assumé ses responsabilités vis-à-vis du social des professeurs. Ce sont eux qui prennent finalement les étudiants en otages», a-t-il indiqué. (Radio Okapi)

Conférence internationale de la région des Grands lacs: Ntumba Lwaba place son mandat sous le signe de la paix. Le Congolais Ntumba Lwaba a été officiellement installé, lundi 9 janvier à Bujumbura (Burundi), comme secrétaire exécutif de la Conférence internationale des pays de la région des Grands lacs (CIRGL). Il a placé son mandat sous le signe de la paix, la sécurité et la bonne gouvernance. Elu à l'unanimité par les représentants de onze pays membres de la CIRGL au sommet des chefs d'Etats, en décembre à Kampala, le Congolais a un mandat de quatre ans. La CIRGL regroupe 11 pays: l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

Bukama: un homme arrêté pour avoir tenté de vendre son enfant. L'agence nationale de renseignement (ANR) a arrêté un homme alors qu'il tentait de vendre son bébé de trois mois à un commerçant de Kalombo, dans le territoire de Bukama, dans le Katanga. Il a été dénoncé par le même commerçant après des discussions infructueuses sur le prix de « la marchandise». L'homme vendait le bébé à 2 millions de francs congolais (2 173 dollars américains). Le commerçant, quant à lui, proposait 1,3 millions de francs congolais (1 400 dollars américains). Après un long marchandage infructueux, le commerçant, dépité, a dénoncé le vendeur à l'ANR. Le vendeur, mis aux arrêts, a finalement avoué avoir déjà vendu un autre de ses bébés, toujours au même commerçant. Ce dernier n'aurait d'ailleurs pas encore apuré cette dette. Selon les sources policières, au moins 5 cas de disparition de bébés ont été signalés dans cette localité depuis 2006. (Radio Okapi)

Kasaï-Oriental: l'assemblée provinciale invalide le mandat de 18 députés. Le bureau de l'assemblée provinciale du Kasaï-Oriental a annoncé, mardi 10 janvier, l'invalidation du mandat de dix-huit députés provinciaux, dont le rapporteur. Il leur est reproché d'avoir délibérément quitté les partis politiques aux noms desquels ils avaient reçu mandat pour siéger au parlement provincial.

Kasaï-Occidental: la Majorité présidentielle accuse le secrétaire exécutif de la Ceni de partialité. Dans un communiqué signé par son coordonnateur provincial, la Majorité présidentielle demande le départ du secrétaire exécutif provincial adjoint de la Ceni, accusé de travailler pour le compte de l'opposition.

Législatives-Equateur : le centre de compilation d'Ikela délocalisé à Mbandaka. Le Centre local de compilation des résultats (CLCR) de la circonscription électorale d'Ikela a été délocalisé à Mbandaka pour permettre la poursuite des travaux «dans la sérénité». Selon le secrétaire exécutif provincial de la Ceni/Equateur, Jean-Pierre Makakaro, en mission à Ikela, cette mesure a été prise en accord avec les candidats aux élections législatives.

Législatives: Jacques Djoli évalue les centres de compilation du Kasaï-Oriental. Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jacques Djoli, évalue, depuis mardi 10 janvier, le travail dans les Centres locaux de compilation des résultats (CLCR) du Kasaï-Oriental. Au cours de son séjour dans cette province, il compte discuter avec les représentants des partis politiques, les témoins, les observateurs et la Monusco.

Nord-Kivu: près de mille déplacés sans assistance humanitaire à Ntoto. Près de mille déplacés vivent dans des conditions difficiles et sans assistance autour de la base de Casques bleus indiens de la Monusco, dans la localité de Ntoto, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Certains vivent dans des huttes qu'ils ont eux-mêmes construites, d'autres à l'intérieur de l'Ecole primaire de Logu et dans un centre de l'ONG Synergie de femmes pour le développement, a constaté un reporter de Radio Okapi.

Attaque de la résidence de Kabila: 300 prévenus toujours sans jugement. Les trois cents auteurs présumés de l'attaque de la résidence du chef de l'Etat Joseph Kabila, perpétrée le dimanche 27 février 2011, attendent toujours d'être jugés. Ils sont poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Leur avocat conseil, Me Peter Ngombo, a plaidé, ce mercredi 11 janvier, pour l'ouverture de leur procès.

Législatives : la Ceni confirme la publication des résultats provisoires pour le 13 janvier. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a confirmé, ce mercredi 11 janvier, qu'elle va publier les résultats provisoires des élections législatives dans deux jours comme prévu. Selon le

directeur chargé de la coordination et du suivi des opérations à la Ceni, Ronsard Malonda, plus de 80% de ces résultats ont été compilés. A ce jour, seuls neuf centres dont quatre de Kinshasa et celui de Mbuji-Mayi n'ont pas encore livré leurs secrets, a précisé Ronsard Malonda. Les commissions d'enquête, déployées par la Ceni pour se pencher les allégations d'irrégularités à travers le pays, n'ont pas encore rendus leurs conclusions. «Je peux vous assurer que les résultats qui seront publiés le 13 janvier tiendront compte des conclusions de ces commissions», a-t-il ajouté.

RDC: perte de confiance des investisseurs en décembre 2011. Le mois de décembre 2011 a été marqué en RDC par l'effritement de la confiance des chefs d'entreprises. Elle est passée de +5,7% au mois de novembre à -27% en décembre 2011. Tous les paramètres de l'activité économique étaient au rouge, selon un communiqué de la direction générale de la politique monétaire et des opérations bancaires de la Banque centrale du Congo (BCC), parvenu ce mercredi 11 janvier à Radio Okapi. Le solde de confiance des opérateurs économiques a davantage baissé en décembre 2011 à la suite de plusieurs facteurs externes et internes. Sur le plan exogène, la situation était liée à l'ombre de la récession qui planait sur les partenaires commerciaux de la RDC, aussi bien dans la zone euro qu'aux Etats-Unis d'Amérique. Cette crainte risque de s'étendre sur tout le premier trimestre 2012, indique le même communiqué. A l'interne, l'activité économique dans son ensemble, a été affectée par la psychose sociopolitique suscitée par les élections de novembre 2011. Pour les entrepreneurs, la conjoncture économique du Congo est moins favorable et présente des perspectives incertaines. L'optimisme dans les industries extractives a reculé, passant de +31 au mois de novembre à +3% en décembre. Les entrepreneurs du secteur des industries manufacturières ont été les plus touchés. Leurs opinions sont passées de +15,4% en novembre à -15,9% en décembre. Même situation dans le secteur des services, -66,7% contre +18,2% au mois de novembre. La confiance des opérateurs du secteur de la reconstruction n'a pas été épargnée. Elle s'est davantage effritée, alors qu'elle était déjà négative: -22,6% en novembre contre -53,9% décembre. (Radio Okapi)

Jeudi 12 janvier.

Elections-RDC: une ONG accuse la police d'avoir utilisé des armes à feu lors des manifestations politiques. Dans son rapport sur la sécurité pendant les élections en RDC rendu public mercredi 11 janvier à Kinshasa, le Réseau pour la réforme du secteur de sécurité et de justice (RRSSJ) accuse les forces de police d'avoir recouru aux armes à feu et utilisé des balles réelles lors des manifestations politiques. «On a noté un recours abusif aux armes à feu, l'utilisation des grenades avec comme conséquences mort d'hommes ou cas de blessures graves», explique le coordonnateur de RRSSJ, Emmanuel Kabengele accusant certains éléments de la police de dérapages. Le rapport de l'ONG dénonce aussi la politisation de la police et son manque de neutralité. Mais il salue les progrès réalisés «dans la mise en oeuvre du processus de la réforme de la police». De son côté, le porte-parole de la Police nationale congolaise (PNC), colonel Lelo Onondo, nie l'utilisation d'armes à feu pour disperser les manifestations publiques. «La police nationale a sécurisé les élections avec des armes non létales», affirme-t-il. Défendant la neutralité des forces de l'ordre, il rappelle que la police nationale «a protégé des candidats à l'élection présidentielle membres de l'opposition». Le colonel Lelo Onondo ajoute que «les policiers qui étaient commis à la protection des personnalités et des bâtiments publics détenaient les armes à feu pour les protéger en cas d'attaque ou de pillage» précisant qu'ils faisaient usage d'armes à feu «d'abord à titre de sommation et ensuite en situation de légitime défense». Samedi 10 décembre, le commissaire général de la police nationale congolaise (PNC), le général Charles Bisengimana avait promis des sanctions contre les auteurs de certaines bavures dont des tirs à balles réelles et des vols. (Radio Okapi)

Kinshasa : Déclaration au sujet des élections du 28 novembre. Hier, mercredi 11 janvier 2012, lors une assemblée à la paroisse St Joseph de Matonge, l'abbé J. Bosangia a lu, «au nom du peuple de Dieu qui est à Kinshasa», une déclaration au sujet des élections du 28 novembre 2011. Voici le contenu : Nous, peuple de Dieu qui est à Kinshasa : prêtres, religieux, religieuses, fidèles laïcs et hommes et femmes de bonne volonté, Constatons : -Que les élections ont été entachées de fraudes massives et d'irrégularités graves ; -Que les résultats proclamés par la CENI et confirmés par la Cour Suprême de Justice n'ont pas reflété la vérité des urnes ; -Que nous sommes en présence d'une part, d'un pouvoir illégitime et d'autre part, d'un pouvoir illégal ; Exigeons: L'annulation pure et simple de ces élections ; -La démission du bureau de la CENI ; Invitons : -Toute la population congolaise à s'organiser dans

des actions non violentes de désobéissance civile pour le rétablissement de la légitimité et de la légalité du pouvoir en RDC ; -Toute les forces de l'ordre, police et armée, à ne pas réprimer les manifestations pacifiques ; Demandons : -Aux Evêques de continuer à faire preuve de courage prophétique et de travailler dans l'unité ; -A la Communauté internationale de ne pas reconnaître le pouvoir illégitime et illégal en RDC. Aujourd'hui, jeudi 12 janvier, les évêques du Congo invitent tous les chrétiens à une célébration eucharistique qui aura lieu à la cathédrale Notre Dame du Congo à 18h00. Lors de cette célébration, les évêques présenteront leurs réflexions issues de leur assemblée plénière tenue à Kinshasa du 9 au 11 janvier 2012. (Ademis)

RDC: l'Omec exige la réouverture des médias fermés. L'Observatoire des médias congolais (Omec) a qualifié, mercredi 11 janvier, la fermeture de certains médias congolais d'injuste et d'anticonstitutionnelle. Dans un communiqué, cet organe d'autorégulation de la presse congolaise a exigé la réouverture sans conditions et sans délai de tous ces médias réduits au silence dans la capitale et en provinces. L'Omec a indiqué que seul le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) est habilité à retirer la fréquence à une station de radio ou chaîne de télévision ainsi que l'autorisation de paraître à un tabloïd. Le communiqué invite le CSAC à sortir de «sa torpeur et à réguler le secteur, conformément à son mandat». Par ailleurs, l'Omec demande aux assemblées provinciales de s'impliquer pour mettre fin «au désordre qui ronge le secteur de la communication et des médias». Parmi les médias fermés, Canal Futur (CF) et Radio Lisanga Télévision (RLTV), deux chaînes de télévision de l'opposition, émettant de Kinshasa, le signal de Canal Futur, une chaîne proche de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, a été coupé le 28 novembre, la RLTV, du député national Roger Lumbala, est accusée par l'organe de régulation d'avoir diffusé une émission au cours de laquelle un candidat à la députation nationale avait annoncé sa victoire avant la publication des résultats. Journaliste en danger (Jed), l'ONG qui défend la liberté de la presse en RDC, avait écrit aux responsables du CSAC pour demander des explications sur la prolongation de ces peines au-delà des délais prévus. Des stations de radio ont été également fermées en provinces. Dans son rapport annuel de 2011 sur l'état de la liberté de la presse en RDC, l'ONG Journal en danger a demandé au président Kabila de dissoudre le CSAC dénonçant son «incapacité à assumer son indépendance et qui met en péril la liberté de presse et d'expression». (Radio Okapi)

Kisangani: les enseignants de l'ISEA/Bengamisa réclament trois mois de prime. Les enseignants de l'Institut supérieur d'études agronomiques de Bengamisa (ISEA) de Kisangani (Province Orientale), sont entrés ce jeudi 12 janvier au quatrième jour de leur grève. Ils réclament le paiement de trois mois de prime. Le comité de gestion ne reconnaît que le retard de paiement d'un mois et demi.

Massacre de Shabunda: le commandant des opérations Amani leo fustige le comportement des Mai-Mai Raïa Mutomboki. Le commandant des opérations Amani leo, le colonel Delphin Kahimbi, a déclaré à Radio Okapi, mercredi 11 janvier, que les auteurs du massacre de Shabunda ne resteront pas impunis. Il a aussi fustigé le comportement des combattants Mai-Mai Raïa Mutomboki qui, selon lui, sont à la base «de tout ce qui est arrivé aux populations civiles de Shabunda».

Djolu : la population accuse la police de tracasseries et d'actes de violence. Les habitants du territoire de Djolu (Equateur) se disent victimes de tracasseries de la part des services de sécurité, dont la police nationale. Ils dénoncent des arrestations arbitraires et des amendes exorbitantes leur imposées par la police.

Législatives /Lubumbashi: des candidats mécontents comptent saisir la CSJ. Certains candidats ont contesté les résultats provisoires des législatives aussitôt publiés, mercredi 11 janvier, à Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Ces derniers se proposent de saisir la Cour suprême de justice (CSJ) pour l'annulation de ces résultats qui, selon eux, ne reflètent pas la réalité des urnes.

Plusieurs quartiers de Goma privés d'eau depuis une semaine. Les quartiers de la partie ouest de Goma au Nord-Kivu sont privés d'eau potable, depuis une semaine maintenant, ont indiqué des sources locales, ce jeudi 12 janvier. De nombreux habitants se rendent chaque jour au lac Kivu pour puiser de l'eau, qui est pourtant impropre à la consommation. La Régie de distribution d'eau (Regideso) et la Société nationale d'électricité (Snel) se rejettent la responsabilité de ce désagrément.

Tension à Tshikapa à la suite du meurtre d'un jeune homme. La commune de Dibumba 1 a connu une forte agitation ce jeudi matin. La police dépêchée pour contenir la foule en furie a été accueillie par une pluie de pierres. Et un policier s'en est tiré avec une blessure à l'œil droit, qui saignait abondamment. Tout est parti d'une histoire de viol de mineures. Un jeune homme de seize ans, accusé depuis une semaine d'avoir abusé d'une fille d'un pasteur, avait disparu dans la nature. Lorsqu'il est rentré, mercredi soir, dans la famille, son oncle maternel, piqué par une forte colère, l'a battu copieusement à tel point que le jeune homme s'est retrouvé dans un état critique. Selon des témoins, il pensait, par cette punition, «laver l'opprobre de la famille». Mais malheureusement son action a tourné au drame. La victime a rendu l'âme sur le chemin de l'hôpital. Alertés, les habitants du quartier se sont rués sur le présumé meurtrier, incendiant sa maison aux environs de 23 heures locales. Dans cette confusion, ce dernier a été soustrait et caché chez les voisins. Ce matin, la police est parvenue, à coup de grands efforts, à l'extraire et l'escorter au district de la police, puis au parquet secondaire de Tshikapa où il est détenu. (Radio Okapi)

Ituri: les importateurs du ciment gris refusent de payer de taxe au service d'hygiène. Les importateurs du ciment gris de l'Ituri refusent de payer de taxe au Service national de l'hygiène aux frontières (SNHF) la qualifiant d'illégale. Le commissaire de district assistant en charge de l'économie et finances a réuni, mardi 10 janvier, les importateurs de ciment et les responsables du service d'hygiène qui ont indiqué que les opérateurs économiques devraient payer 450 USD pour 1000 sacs de ciment importés.

Vendredi 13 janvier.

Elections-RDC: les évêques catholiques dénoncent «des tricheries avérées et vraisemblablement planifiées». La conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a publié, jeudi 12 janvier, les conclusions de son assemblée générale extraordinaire consacrée au déroulement des élections présidentielle et législatives du 28 novembre. C'était au cours d'une messe, à laquelle de nombreux laïcs catholiques ont assisté en la cathédrale Notre Dame du Congo. Pour les évêques catholiques, les résultats de ces élections ont déçu les Congolais, car, marqués par «des tricheries avérées et vraisemblablement planifiées». Dans son message lu par l'abbé Léonard Santedi, la Cenco demande à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) «d'avoir le courage et l'honnêteté de reconnaître les graves irrégularités qui remettent en question la crédibilité des résultats des urnes». Selon la mission d'observation électorale de la Cenco, «le vote s'est déroulé à beaucoup d'endroits dans un climat chaotique». Pour la Cenco, «ce qui se passe présentement au niveau de la compilation des résultats des législatives est inacceptable». Les évêques catholiques disent privilégier la voix du dialogue pour résoudre pacifiquement les contentieux électoraux en cours. Ils ont notamment recommandé au parlement «de revoir de toute urgence la composition de la Ceni qui ne jouit plus de la confiance de la population et d'y intégrer la représentation de la Société civile pour plus d'indépendance». Ils appellent les gouvernants «à ne pas prendre le risque de gouverner la RDC par défi, de peur de plonger le pays dans une crise grave et difficile à dénouer». Cependant, la Cenco salue les efforts fournis par la Ceni pour réussir le déploiement du matériel électoral. **Satisfaction de l'opposition.** Quelques responsables de partis politiques de l'opposition ont assisté à cette messe. Ils disent être satisfaits du travail de recherche de vérité abattu par les évêques catholiques. A la sortie de la messe, Pascaline Kudura, députée nationale de l'opposition, a déclaré: «Tout le monde a crié sur les fraudes massives. Aujourd'hui, l'église a tiré des conséquences. Elle demande à tous les Congolais de dialoguer pour mettre en place une nouvelle Ceni.» **Le gouvernement émet des réserves.** Pour sa part, le gouvernement congolais a salué l'appel à la paix, à la justice et à l'unité nationale lancé par la Cenco. Selon son porte-parole, Lambert Mende, la déclaration des évêques catholiques est une contribution importante pour rehausser le niveau du débat politique au pays. Cependant, il dit ne pas partager l'ensemble de l'analyse des évêques catholiques. «Par exemple, lorsqu'ils parlent de débâcle. Nous ne considérons pas les élections du 28 novembre comme une débâcle. Je pense que c'est un peu excessif. Nous considérons qu'il y eu des erreurs...», a déclaré Lambert Mende. (Radio Okapi)

Cenco : élections irrégulières, maintenant courage et honnêteté. Les élections présidentielles du 28 novembre ont été entachées de « graves irrégularités » et les organisateurs du vote, les politiciens et le gouvernement doivent avoir « le courage et l'honnêteté » d'en tirer les « conséquences » : ce sont les remarques des évêques congolais, dans un message diffusé jeudi après-midi à Kinshasa. « Nous

estimons – lit-on dans le document de la Conférence épiscopale – que le processus électoral a été entaché de graves irrégularités qui remettent en question la crédibilité des résultats publiés. Nous demandons aux organisateurs d’avoir le courage et l’honnêteté de tirer les conséquences qui s’imposent ». Le texte renforce les accusations déjà formulées ces dernières semaines par plusieurs représentants de l’Église congolaise, en particulier par l’archevêque de Kinshasa, le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, qui avait défini les élections « non conformes à la vérité et à la justice ». Dans le message de la Conférence épiscopale (Cenco) les prélats mettent en évidence que les irrégularités sont incompatibles avec l’idéal de démocratie, définie « pouvoir du peuple et pour le peuple qui suppose le respect du peuple ». En conclusion, après avoir insisté sur « l’incertitude et l’angoisse » de la période actuelle, les évêques adressent quelques recommandations. Au peuple congolais, invité à « ne pas céder à la violence » et à s’unir « autour des valeurs chrétiennes et démocratiques de la justice et de la vérité ». Au gouvernement, afin qu’il puisse « tirer des leçons de cette débâcle électorale, et prévoir les moyens pour un meilleur déroulement des prochaines élections ». Aux membres de l’actuelle Commission électorale nationale, pour qu’ils « aient le courage de se remettre en question, de corriger les graves erreurs qui ont entamé la confiance de la population, ou sinon de démissionner ». (Cenco)

Katanga : 8 blessés et 12 000 USD emportés dans l’attaque de 5 commerces à Kanyama. Des hommes armés ont attaqué cinq commerces dans la nuit de mercredi à jeudi 12 janvier dans le chef lieu du territoire de Kanyama, à près de 700 km au nord de Lubumbashi. Huit personnes ont été blessées. Les propriétaires de certains commerces ont été tabassés, d’autres ligotés et leurs commerces pillés. Les autorités locales ont convoqué un conseil de sécurité extraordinaire.

Kalima: des bandits armés emportent 3 600 USD à l’Université du Moyen Lualaba. Des hommes armés ont cambriolé, dans la nuit de mercredi à jeudi 12 janvier, l’Université du Moyen Lualaba de Kalima (Maniema) emportant 3 200 dollars américains et 418 200 francs congolais (464 dollars américains). La police a ouvert une enquête.

Oicha : journées « ville morte » pour protester contre l’insécurité. La société civile de Beni, en solidarité avec la Fédération des entreprises du Confo (Fec) locale, appelle ce vendredi 13 janvier la population de la cité d’Oicha, chef lieu du territoire de Beni, à observer des journées « ville morte » pour protester contre l’assassinat mardi 9 janvier d’un opérateur économique de la place et contre l’insécurité persistante dans cette partie de la province.

Législatives-Mbuji-Mayi: l’opposition et la majorité obtiennent le même nombre de sièges. L’opposition et la Majorité présidentielle se sont partagées à égalité les huit sièges de la circonscription électorale de Mbuji-Mayi, capitale provinciale du Kasai-Oriental. Selon les résultats des législatives, publiés, jeudi 12 janvier, au Centre local de compilation des résultats local, l’Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d’Etienne Tshisekedi wa Mulumba vient en tête avec trois sièges.

Législatives-Kindu: les résultats restent inchangés après vérification de la Ceni. Les résultats des législatives contestés dans les circonscriptions de Kasongo et Kabambare, au Maniema, n’ont pas connu de changement après vérification des fiches électorales, jeudi 12 janvier, par la délégation de la Ceni venue de Kinshasa. De toutes les contestations évoquées par les candidats, deux seulement ont été prises en compte par la Ceni et examinées par les experts après trois jours de travail au secrétariat provincial de la Ceni/Maniema.

Province Orientale: 200 démobilisés dotés d’un projet de fermes agricoles. Deux cents démobilisés et membres des communautés locales ont bénéficié, jeudi 12 janvier, d’un projet gouvernemental de fermes agricoles à Diango, à une dizaine de kilomètres de Bunia et à Loda vers Fataki en territoire de Djugu, environ 100 km au Nord de Bunia. Ce projet financé par la Banque africaine de développement (BAD), est exécuté par le gouvernement via le Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (UE PNDDR). Selon le chargé de communication de ce programme du gouvernement de la RDC, ces deux fermes de trois cents hectares chacune seront dotées de plus de trois cents vaches de races améliorées et de petits bétails pour l’amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Selon des sources, les bénéficiaires de ce projet [qui n’ont jamais bénéficié de programmes de réinsertion sociale] préparent le pâturage pour paître les troupeaux. Ces

démobilisés préparent également le terrain pour des activités agricoles dans ces fermes. Dans l'exécution de ce projet, une école a été construite à Diango pour la scolarisation des enfants. (Radio Okapi).

Législatives-RDC : la publication des derniers résultats provisoires reportée au 26 janvier. La publication des derniers résultats provisoires des élections législatives du 28 novembre initialement prévue pour ce vendredi 13 janvier vient d'être reportée de 7 jours pour l'ensemble des circonscriptions des provinces et de 14 jours pour la ville de Kinshasa. Selon un communiqué du bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), ce report est à la suspension de l'opération de compilation des résultats pendant deux semaines à Kinshasa.

Législatives-Kasaï-Oriental: le mouvement politique « 3e Voix » exige l'annulation des élections à Lomela. Le mouvement politique « 3e voix » exige l'annulation partielle ou totale des élections législatives dans la circonscription électorale de Lomela dans le Sankuru au Kasaï-Oriental. Au cours d'une conférence de presse organisée vendredi 13 janvier à Kinshasa, son coordonnateur, Mfumu Ntoto, évoque plusieurs irrégularités notamment l'organisation des scrutins législatifs en deux dates différentes.

Ituri: 13 cas de choléra enregistrés à Bunia et Djugu. 13 cas de cas de choléra ont été enregistrés, dont 12 à Lita dans le district sanitaire de Djugu et un autre à Bunia dans la Province Orientale jeudi 12 janvier. Selon le médecin du district sanitaire de Bunia, le Dr Lonema Vagero, la population a consommé les eaux souillées de la rivière Ngezi. A Lita, le médecin du district sanitaire de Djugu a déclaré que la propagation de la maladie est due au mouvement des populations qui vont parfois acheter des poissons au bord du lac Albert notamment à Tchomia et à Kasenyi. Les autorités sanitaires de ces deux districts assurent qu'elles procèdent à la chloration des eaux des puits aménagés à Bunia et la création d'un centre de traitement des personnes affectées par le choléra, pour mettre fin à la propagation de cette épidémie. (Radio Okapi)

Samedi 14 janvier.

Isangi: les accouchements à domicile à l'origine de nombreux décès dus au tétanos néo-natal. Trente cinq cas de tétanos néo-natal, dont trente et un décès, ont été enregistrés ces deux dernières années dans la zone de santé rurale d'Isangi, dans la Province Orientale. C'est ce sont qu'ont indiqué, vendredi 13 janvier, les autorités sanitaires locales à l'issue de la réunion d'évaluation et d'adoption du plan de développement de santé 2011-2013 de cette zone de santé. Cette situation est consécutive au taux élevé d'accouchements à domicile.

Massacre de Shabunda: les ressortissants de ce territoire déplorent l'inaction des autorités. Les ressortissants du territoire de Shabunda vivant à Goma ont réagi, ce samedi 14 janvier, au massacre d'une quarantaine de personnes par les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) dans le territoire de Shabunda, au Sud Kivu, au début du mois. Ils ont exprimé leur indignation et inquiétude face «à l'inaction et au silence des autorités par rapport à cette situation».

Rectificatif de la Monusco. La Direction de la division de l'information publique de la Monusco tient à apporter un rectificatif aux propos publiés sur le site de Radio Okapi, du Secrétaire Général des Nations Unies le 10 janvier dernier. L'information mise en ligne ce jour là, dans un premier temps indiquait, que la mission de la Monusco allait être prolongée. Des approximations dans la traduction ont conduit à donner une version erronée des propos de M. Ban Ki Moon. La version exacte est celle qui suit en anglais. Elle indique clairement que le Secrétaire Général des Nations Unies n'a pas évoqué la prolongation de la mission de la Monusco mais bien celle du programme de stabilisation dans l'Est jusqu'en 2014. «... We have made good progress in eastern part of Congo and also we have good progress in peacebuilding processes in western part of Congo but you will agree that there are still a lot of challenges to finish. As soon as we finish I am sure that we would not want to stay there long.. but this is our mission..this is evidenced by President Kabila's extension of the stabilization programme in the east until 2014 and the ongoing discussions between Mission, UN Country team and the DRC Government in implementing peace consolidation programme in the western part.» Radio Okapi)

RDC: 93 clandestins africains arrêtés à Muanda. La marine congolaise a de nouveau mis la main, vendredi 13 janvier, sur 93 clandestins ouest-africains à Bula Mbemba, île située dans le territoire de Muanda à 210 kilomètres à l'ouest de Matadi. Ils sont entrés en RDC par la ville portuaire de Pointe Noire au Congo Brazzaville, ont indiqué plusieurs sources locales. Les clandestins arrêtés à Bula Mbemba sont de neuf nationalités différentes : 40 Guinéens (Conakry), 25 Maliens, 13 Gambiens, 6 Tchadiens, 3 Burkinabés, 2 Ivoiriens, 2 Sierra léonais, 1 Mauritanien ; 1 Congolais de Brazzaville. Venus de Pointe Noire, ces clandestins ont affirmé avoir été abandonnés, pendant 14 jours sur l'île congolaise de Bula Mbemba, par leurs passeurs. Ces derniers devaient les amener dans la capitale angolaise Luanda. Ils avaient déboursé 500 dollars américains chacun pour cette transaction. Au moment de leur arrestation, selon des sources locales, ils étaient dépouillés de tous leurs biens par leurs passeurs, sans autres détails. L'un d'eux a trouvé la mort par manque de nourriture.

La Direction générale des migrations (DGM)/Muanda a, par ailleurs, indiqué que ces personnes seraient transférées à Kinshasa via Matadi ce samedi 14 janvier. Toujours dans la cité côtière de Muanda, la DGM avait appréhendé, le mardi dernier, 86 clandestins ouest africains dans l'île de Mateba. Dans la nuit de mercredi à jeudi 20 octobre 2011 à Boma, elle avait arrêté soixante et un autres, dont une femme. (Radio Okapi)

Corruption des agents électoraux: Jacques Djoli promet des poursuites aux coupables. «Tous ceux qui se seront compromis durant les élections seront traduits en justice. Dans ce lot se trouveraient même des députés car la publication partielle des résultats n'est pas opposable à la justice», a déclaré le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jacques Djoli, au cours d'un point de presse ce samedi 15 janvier à Kananga. Au terme de son séjour de 48 heures au Kasai-Occidental, Jacques Djoli a déclaré : «Ceux qui auront, directement ou indirectement donné ou promis de l'argent, des biens, des avantages quelconques aux membres de bureaux de vote, de dépouillement ou de compilation sont passibles de six mois à cinq ans de servitude pénale et des amendes. Au regard des observations, qui sont les nôtres, nous saisissons le parquet...» Ceux qui ont usé de menaces, de violence, «des injures, des voies de fait pour influencer le choix des électeurs seront traduits devant les cours et tribunaux», a-t-il poursuivi. Toute personne qui falsifie le relevé de dépouillement ou le procès verbal des opérations électorales est passible de servitude pénale de cinq ans et d'une amende allant de deux cent mille à un million de francs congolais (920 USD), a rappelé le vice-président de la Ceni, citant l'article 95 de la loi électorale. Pendant son séjour dans cette province, Jacques Djoli a eu des entretiens avec les acteurs de la vie politique et a visité quelques Centres locaux de compilation des résultats (CLCR). Il dirigeait dans cette province l'une des missions déployées par la Ceni à travers le pays pour enquêter sur les allégations d'irrégularités dans les travaux des CLCR. Réagissant à la demande des évêques d'intégrer la Société civile au sein de la Ceni, il a marqué son accord. Mais, il s'est dit réservé sur la provenance de ces membres; car, d'après lui, il existe deux sociétés civiles en RDC: l'ancienne et la nouvelle. (Radio Okapi)

Le CSAC suspend la Radio Télévision Lubumbashi Jua. Les émissions de la Radio Télévision Lubumbashi Jua (RTLJ) ont été suspendues, vendredi 13 janvier, pour une durée de sept jours par le Conseil supérieur de l'audio-visuel et de la communication (CSAC)/Katanga, sur instruction de la direction nationale. Le CSAC reproche à cette chaîne appartenant à Muyambo Kyasa la diffusion des propos méprisants et autres insinuations injurieuses à l'endroit de certaines personnalités du pays.

Dimanche 15 janvier.

RDC: l'UDPS préoccupée par le dispositif policier déployé autour de la résidence d'Etienne Tshisekedi. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) se dit préoccupée par le dispositif policier déployé autour de la résidence de son leader, Etienne Tshisekedi. Le directeur de cabinet et porte-parole de ce dernier, Albert Moleka, a déclaré, samedi 14 janvier à Radio Okapi, que les policiers ont érigé des barrières «dans l'environnement direct» du domicile du président de l'UDPS et en limitent l'accès. «En quelque sorte, c'est eux [les policiers] qui décident qui a le droit de le [Tshisekedi] voir et qui n'a pas le droit de le voir», explique Albert Moleka indiquant, par exemple, que le secrétaire général de l'UDPS n'avait pas le droit de voir Etienne Tshisekedi. Albert Moleka affirme que le commissaire général de la police nationale devrait rencontrer prochainement son supérieur hiérarchique pour discuter de la question. Interrogé par Radio Okapi, le commissaire général

de la police congolaise, Charles Bisengimana, affirme qu'il ne voit pas en quoi le leader de l'UDPS se trouverait en danger «alors qu'il se trouve dans sa propre résidence, et surtout, qu'il ne reçoit aucune visite susceptible d'occasionner un danger». Selon lui, la présence des policiers dans le quartier d'Etienne Tshisekedi a pour objectif «de mettre hors d'état de nuire tous les délinquants qui menaçaient la sécurité des personnes et de leurs biens dans cette partie de la ville». Des policiers ont été déployés autour de la résidence d'Etienne Tshisekedi depuis la proclamation des résultats des élections présidentielle et législatives du 28 novembre. (Radio Okapi)

Kasaï-Occidental: un train déraile près de la gare de Bukaka, 14 morts. Un train marchandise qui se rendait à Kananga en provenance d'Ilebo a déraillé ce dimanche 15 janvier à 4 heures locales près de la gare de Bukaka. Le bilan provisoire fait état de quatorze morts. Selon des sources sur place, quatre wagons se sont renversés écrasant quelques passagers.

Bukavu: un rapport sur la situation des peuples autochtones présenté aux ONG. Le rapport du groupe d'experts de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples sur les questions des peuples autochtones a été présenté aux ONG du Sud-Kivu samedi 14 janvier à Bukavu. Zéphirin Kalimba, membre de ce groupe d'experts, a demandé au gouvernement congolais de mettre en place une politique qui protège les droits des populations autochtones. Ce rapport de quatre-vingt-neuf pages résulte d'une mission d'investigation effectuée en 2009 sur la situation des peuples autochtones en Afrique centrale. Le document note qu'il n'y a pas de politique ni de programme spécifique du gouvernement en faveur des populations autochtones dont la culture serait en voie de disparition et les terres spoliées. Zéphirin Kalimba recommande au gouvernement de ratifier la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) adoptée en 1989 et d'appliquer la déclaration des Nations unies sur les droits des populations autochtones adoptée en 2007. Il invite la société civile du Sud-Kivu à travailler «en synergie avec tous les acteurs qui interviennent dans ce secteur en vue de trouver une solution durable aux problèmes des populations autochtones». Dans son rapport, le groupe d'experts de la Commission africaine souhaite également l'organisation d'un recensement spécifique des populations autochtones. (Radio Okapi)

Bunia: deux personnes mortes de cholera en deux jours. Deux personnes sont mortes de cholera vendredi 13 et samedi 14 janvier dans le district sanitaire de Bunia (Province Orientale). Cette information a été donnée samedi par le médecin chef de cette entité médicale à l'issue de la réunion d'évaluation de cette épidémie.

Goma : la police des frontières nie son implication dans la fraude minière. Le colonel Ariel André Kayembe Tshimanga a réagi aux allégations de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) qui accusait son service, vendredi 13 janvier, d'être s'impliqué dans la fraude des minerais dans la province, après la saisie de 600 kilos de cassitérite dans la frontière RDC-Rwanda.«Ils [La DGDA] n'ont pas à s'en prendre à la police des frontières, nous faisons notre travail ». Le colonel Ariel André Kayembe Tshimanga ajoute que la police des frontières a saisi deux personnes avec 12 colis des minerais qu'ils tentaient de faire traverser frauduleusement au Rwanda. Selon lui, les prévenus ont été transférés au parquet et entendus sur procès verbaux, en attendant la décision finale qui doit se prendre au niveau de l'officier du ministère public. (Radio Okapi)

La mission nationale d'observation électorale exige l'annulation des législatives. Dans un rapport publié dimanche 15 janvier à Kinshasa, la mission nationale d'observation électorale exige l'annulation des élections législatives du 28 novembre en RDC. Plus de 2 000 observateurs nationaux réunis au sein des différentes ONG recommandent un dialogue politique pour résoudre la crise de légitimité des résultats des scrutins présidentiel et législatif. Au terme de leur observation de la compilation des résultats des législatives, ces observateurs dénoncent plusieurs cas de fraude et d'irrégularités «chaotiques». «Ce que nous avons découvert a encore confirmé nos inquiétudes exprimées sur la présidentielle. Nous avons aussi relevé le peu de crédit qu'a aujourd'hui la Ceni», a déclaré un observateur, Me André-Marie Mwila. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : 4 morts et plusieurs blessés lors d'une attaque armée à Kiwanja. Quatre personnes dont un militaire des Forces armées de la RDC et 3 civils ont été tuées dans une attaque armée dimanche 15 janvier dans le quartier Mabungo de Kiwanja, en territoire de Rutshuru, Nord-Kivu. Le

responsable de la police qui livre l'information parle aussi de plusieurs personnes blessées et d'importante somme d'argent emportée.

Retour